

Revue

N°10
FR

Hiver 2011

RURALE DE L'UE

Le magazine du réseau européen de développement rural



Développer l'esprit
d'entreprise en milieu rural



Commission européenne
Agriculture et développement rural



Rédacteur en chef: Rob Peters, chef d'unité — Réseau européen et suivi de la politique de développement rural (RE DE, direction générale de l'agriculture et du développement rural, Commission européenne).

Comité de rédaction: services de la direction générale de l'agriculture et du développement rural, présidés par Antonis Constantinou, directeur — Programmes de développement rural II.

Auteurs et contributeurs: Angelo Strano, Tim Hudson, Mark Redman, Michael Hegarty, Eamon O'Hara, Christophe Buffet, Maria Carmela Macrì, Michal Marciniak, Marili Parissaki, Paul O'Grady, Justin Toland, Jon Eldridge, Stephen Gardner.

Droits d'auteur relatifs aux photographies: Tim Hudson, imagesource, Zivko Lazarev, Slavko Golić, Union européenne, Kyriakos Pantzarios, Guoda Burokienė.

Nous vous invitons à vous abonner aux publications du Réseau européen de développement durable à l'adresse suivante:

<http://enrd.ec.europa.eu>

Vous pouvez également commander gratuitement un exemplaire papier via le site internet EU Bookshop:

<http://bookshop.europa.eu>

Le contenu de la publication *Revue rurale de l'UE* ne reflète pas nécessairement la position officielle des institutions de l'Union européenne.

La *Revue rurale de l'UE* est publiée en six langues officielles (allemand, anglais, espagnol, français, italien et polonais) et est disponible au format électronique sur le site internet du RE DR.

Manuscrit finalisé en novembre 2011. La version originale est le texte anglais.

© Union européenne, 2012

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source

Pour de plus amples informations sur l'Union européenne, consultez le site <http://europa.eu>

Printed in Belgium

Imprimé sur papier recyclé ayant reçu le label écologique de l'UE pour papier graphique (<http://ec.europa.eu/ecolabel/>)



Le contenu de la présente publication est donné uniquement à titre d'information et n'est pas juridiquement contraignant.



Avant-propos	4
Les zones rurales à la loupe	
▪ OSER POUR RÉUSSIR: LIBÉRER LE POTENTIEL DE L'ESPRIT D'ENTREPRISE EN MILIEU RURAL	6
Évolution des zones rurales	
▪ LES SECTEURS OÙ L'ESPRIT D'ENTREPRISE EN MILIEU RURAL EST EN TRAIN D'ÉMERGER.....	10
▪ LES ASPECTS SOCIAUX DE L'ENTREPRENEURIAT RURAL EN ITALIE.....	16
▪ LES MOTEURS DE L'ENTREPRENEURIAT RURAL: COMMENT SURMONTER LES OBSTACLES	20
Monde rural	
▪ L'ESPRIT D'ENTREPRISE EN MILIEU RURAL ET LES POLITIQUES DE PRÉADHÉSION DE L'UE.....	24
Aperçu du monde rural	
▪ PARTAGE DE CONNAISSANCES ET D'EXPÉRIENCES ENTRE PDR	28
Citoyens ruraux	
▪ UN INGÉNIEUR SE RECONVERTIT EN AGRICULTEUR À CHYPRE.....	31
▪ RENDRE LES COMMUNAUTÉS LOCALES PLUS AUTONOMES EN LITUANIE.....	34
Recherche rurale	
▪ LES ASPECTS TERRITORIAUX DU DÉVELOPPEMENT D'ENTREPRISES DANS LES ZONES RURALES ÉLOIGNÉES: LE PROJET TERA	36
▪ DÉVELOPPER LES COMPÉTENCES ENTREPRENEURIALES DES AGRICULTEURS EUROPÉENS: LE PROJET ESOF.....	39
Perspectives pour le développement rural	
▪ POINTS DE VUE CONCERNANT L'ESPRIT D'ENTREPRISE EN MILIEU RURAL.....	42

Avant-propos



Le rôle moteur que joue l'esprit d'entreprise dans la croissance et la diversification économiques est reconnu depuis longtemps en Europe. L'esprit d'entreprise est en outre au cœur de la stratégie Europe 2020 pour une croissance intelligente, durable et inclusive de l'Union européenne (UE).

L'agriculture et le développement rural devraient apporter leur pierre à la stratégie Europe 2020. La communication de la Commission, intitulée «La PAC à l'horizon 2020: alimentation, ressources naturelles et territoire — Relever les défis de l'avenir»⁽¹⁾, a lancé un débat sur la meilleure manière d'atteindre cet objectif et proposé de nouvelles orientations stratégiques, préparant le terrain pour la nouvelle génération de programmes de développement rural (PDR). Afin de libérer le potentiel de l'esprit d'entreprise en milieu rural, il faut en priorité le promouvoir auprès des agriculteurs dans toute l'Europe, tant sur les grandes que sur les petites exploitations, dans les plaines comme dans les régions de montagne, et favoriser les circuits d'approvisionnement alimentaire courts. La création de nouvelles entreprises «vertes» est également au cœur de la stratégie, l'objectif étant d'orienter la transition vers une économie à faibles émissions de carbone.

En outre, compte tenu du vieillissement de la population et des fortes pressions

exercées par la concurrence sous l'effet de la mondialisation, la croissance économique et la création d'emplois en Europe devront, dans une mesure croissante, être stimulées par l'innovation dans les secteurs des produits, des services et des modèles d'entreprise. La recherche et une plus grande diffusion des connaissances agronomiques en seront les pierres angulaires.

La politique agricole commune (PAC) d'après-2013 devrait soutenir l'innovation, le transfert de connaissances et le renforcement des capacités, de même que les avancées agricoles, industrielles, sociales et institutionnelles qui promeuvent les méthodes de production liées aux ressources locales et qui tiennent compte du potentiel spécifique dont disposent les États membres pour stimuler la croissance économique et la création d'emplois.

Ce dixième numéro de *Revue rurale de l'UE* s'intéresse plus particulièrement à la façon dont l'agriculture et la politique de développement rural de l'UE contribuent à promouvoir l'esprit d'entreprise en milieu rural. Il passe en revue les progrès qui ont été réalisés en la matière, examine le type de soutien qui peut être proposé par les programmes de développement rural des États membres et analyse en quoi cela a des effets sur la PAC.

Après une introduction présentant l'esprit d'entreprise en milieu rural et son importance pour les objectifs de la PAC au niveau de l'UE, le magazine se concentre sur trois domaines qui soulignent les liens existant entre la politique de développement rural et l'esprit d'entreprise en milieu rural:

- les secteurs dans lesquels l'esprit d'entreprise en milieu rural est en train d'émerger,
- les aspects sociaux de l'esprit d'entreprise en milieu rural,
- les moteurs de l'esprit d'entreprise en milieu rural: comment surmonter les obstacles.

Ce numéro inclut également quelques études de cas qui passent en revue des projets réussis et décrivent des expériences pratiques sur le terrain. Ces exemples illustrent le rôle bénéfique joué par différentes mesures de PDR dans la promotion de l'esprit d'entreprise grâce au cofinancement par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader). Le catalogue de mesures du Feader qui est proposé afin de promouvoir les projets liés à l'esprit d'entreprise en milieu rural en Europe est bien étoffé, et ces mesures ont fait leurs preuves, puisqu'elles représentent presque 35 % de l'enveloppe budgétaire totale du Feader pour la période 2007-2013.

(1) COM(2010) 672 final du 18 novembre 2010, http://ec.europa.eu/agriculture/cap-post-2013/communication/index_fr.htm

Les zones rurales à la loupe



Oser pour réussir:
libérer le potentiel
de l'esprit d'entreprise
en milieu rural



L'entreprise et l'esprit d'entreprise sont les moteurs de la croissance économique dans les zones rurales en Europe. Compte tenu des défis actuels que rencontrent les secteurs ruraux traditionnels, la réussite de l'économie rurale à l'avenir est inextricablement liée à la capacité des entrepreneurs en milieu rural d'innover et d'identifier de nouveaux débouchés commerciaux créateurs d'emplois et générateurs de revenus dans les zones rurales.

En 2000, Gerry et Mary Kelly ont pris de grandes décisions concernant leur avenir. Préoccupés par la viabilité future de leur exploitation laitière, ils ont décidé de se convertir à l'agriculture biologique et de devenir ainsi à l'époque l'une des quinze exploitations laitières biologiques d'Irlande. Ils ont également ouvert leurs portes aux visiteurs, proposant des chambres d'hôtes à la ferme.

En 2006, grâce au soutien du groupe local Leader, les Kelly ont pris une autre grande décision: le lancement d'une gamme de fromages et de yoghourts bio, produits et emballés à la ferme, commercialisés sous la marque *Kelly's Organic Products*.

Le succès rencontré par ces activités commerciales assure un avenir aux Kelly et à leurs deux filles dans la splendide campagne qui entoure le Lough Ennell, dans le comté de Westmeath. Il a également contribué à maintenir l'entreprise agricole principale, qui reste le cœur de leur nouvelle exploitation diversifiée.

La situation des Kelly n'est pas un cas unique. Sous l'effet de la baisse du taux de l'emploi et de la diminution des recettes dans le secteur agricole, de plus en plus d'agriculteurs se tournent aujourd'hui vers de nouvelles activités non seulement à la ferme, mais aussi en dehors, afin de se garantir d'autres revenus. En

2007, 35 % des agriculteurs européens avaient une autre activité lucrative en plus de l'agriculture. Dans les zones essentiellement rurales, 82 % de l'emploi venait des secteurs non agricoles avec une augmentation moyenne annuelle d'environ 1,0 % entre 2000 et 2007 (1).

Un moteur de croissance économique

Le rôle important de l'esprit d'entreprise en tant que moteur de croissance et de diversification économiques est reconnu depuis longtemps au niveau européen. Le livre vert intitulé «L'esprit d'entreprise en Europe» (2) de 2003 et le «plan d'action: l'agenda européen de la politique de l'esprit d'entreprise» (3), qui a suivi et a été adopté en 2004, constituent le cadre politique dans lequel s'inscrit la promotion de l'esprit d'entreprise dans l'UE. On retrouve également l'esprit d'entreprise au cœur de la stratégie Europe 2020 pour une croissance intelligente, durable et inclusive de l'UE, où la création de nouvelles entreprises «vertes» est au cœur des efforts à fournir pour assurer la transition vers une économie à faibles émissions de carbone d'ici à 2050.

Les zones rurales, qui représentent plus de 90 % du territoire de l'UE et où vivent plus de 56 % de la population, ont une contribution importante à apporter

pour que ces objectifs stratégiques soient atteints. Or, les entrepreneurs dans les zones rurales sont confrontés à une série de défis spécifiques que l'on ne rencontre généralement pas dans un contexte urbain et qui découlent principalement de l'accessibilité variable des zones rurales, de la petite taille des communautés rurales et de leur faible densité de population, de leur composition sociale et économique et de la nature des liens internes et externes.

La petite taille des marchés locaux et l'accès limité aux services essentiels tels que les finances, l'information et le conseil constituent d'autres obstacles pour les entrepreneurs ruraux. Parmi les autres problèmes, citons encore notamment le manque de locaux commerciaux adéquats, une infrastructure de transport et de communication moins développée et des possibilités limitées de travail en réseau et de collaboration.

Ce dernier élément est souvent lié au fait que les économies rurales sont généralement moins diversifiées que les économies urbaines. La main-d'œuvre tend donc à souffrir de faibles niveaux de qualification, d'une faible diversité des qualifications et d'une inadéquation structurelle sur le marché local de la main-d'œuvre, qui sont également le résultat de l'exode des jeunes, des

(1) http://ec.europa.eu/agriculture/agrista/rurdev2010/RD_Report_2010.pdf
 (2) http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/site/fr/com/2003/com2003_0027fr01.pdf
 (3) <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2004:0070:FIN:FR:PDF>

professionnels et des personnes ayant un bon niveau d'éducation.

Malgré ces défis, les opportunités sont légion dans les zones rurales. En tant que source des matières premières primaires, les zones rurales disposent de plusieurs atouts pour ajouter de la valeur grâce à l'innovation dans le développement et la commercialisation de produits, comme l'illustre parfaitement la réussite, sur ce plan, de la famille Kelly.

Les zones rurales ont également une grande valeur d'utilité publique et, outre le fait qu'elles constituent des destinations populaires pour le tourisme et les loisirs, elles proposent également un style de vie différent qui attire un nombre croissant de citoyens européens. L'exode urbain, un phénomène maintenant bien ancré dans de nombreuses régions européennes, profite aux zones rurales non seulement par les nouveaux marchés de produits et de services qu'il crée, mais aussi par les

nouvelles compétences, l'expérience et la nouvelle vague d'entrepreneurs potentiels qu'il entraîne dans son sillage.

Libérer le potentiel des zones rurales

La politique de développement rural de l'UE vise à aider les zones rurales à relever les défis qui sont les leurs et à libérer leur potentiel d'esprit d'entreprise. Sur les quarante-deux mesures reprises

Tableau 1 — Mesures du PDR associées à l'esprit d'entreprise en milieu rural

Code	Mesure	Allocation 2007-2013 (Mio EUR)	%	Dépenses jusqu'à la fin de 2010 (Mio EUR)	%
AXE 1					
111	Formation professionnelle et actions d'information	1 089	1,1	178	16,3
112	Installation de jeunes agriculteurs	2 887	3,0	961	33,3
121	Modernisation des exploitations agricoles	10 667	11,0	4 006	37,6
123	Accroissement de la valeur ajoutée des produits agricoles et sylvicoles	5 647	5,9	1 185	21,0
124	Coopération en vue de la mise au point de nouveaux produits, procédés et technologies dans les secteurs agricole et alimentaire	349	0,4	22	6,3
142	Mise en place de groupements de producteurs	328	0,3	62	19,0
AXE 3					
311	Diversification vers des activités non agricoles	1 489	1,5	201	14,5
312	Aide à la création et au développement de microentreprises	2 209	2,3	199	9,0
313	Promotion des activités touristiques	1 291	1,3	158	12,2
321	Services de base pour l'économie et la population rurale	3 120	3,2	445	14,3
331	Formation et information des acteurs économiques dans les domaines couverts par l'axe 3	148	0,2	20	13,5
341	Acquisition de compétences et animation en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre d'une stratégie locale de développement	150	0,2	40	26,7
AXE 4					
411	Stratégies locales de développement: compétitivité	472	0,5	32	6,8
413	Stratégies locales de développement: qualité de la vie/ diversification	3 877	4,0	294	7,6

Source: Calculs basés sur http://ec.europa.eu/agriculture/agrista/rurdev2010/RD_Report_2010.pdf

dans le Feader, quatorze au moins sont directement ou indirectement associées à l'esprit d'entreprise (voir tableau 1).

Ces mesures ont fait leurs preuves puisqu'elles représentent presque 35 % de l'enveloppe budgétaire totale du Feader pour la période 2007-2013. La mesure 121 concernant la modernisation des exploitations agricoles représente la plus grande partie de ce financement (32 %), suivie de la mesure 123 concernant l'accroissement de la valeur ajoutée par la transformation et la commercialisation (17 %), puis de la mesure 413 qui concerne le soutien à la diversification et à l'amélioration de la qualité de vie par l'approche méthodologique Leader (11,5 %).

Les fonds alloués varient cependant considérablement entre les États membres. En Espagne, par exemple, la mesure 123 (accroissement de la valeur ajoutée par la transformation et la commercialisation) vient en deuxième position au titre des mesures les plus importantes en termes budgétaires, juste après la mesure concernant les paiements agroenvironnementaux (214).

Au titre de l'axe 3, la mesure 321 (services de base dans les zones rurales) représente 22 % des fonds alloués et la mesure 312 (soutien aux microentreprises) 18 % environ. Mais, là aussi, les différences d'un pays à l'autre sont importantes, puisque la mesure 311 (diversification vers des activités non agricoles) représente plus de 40 % du total des fonds alloués par le Feader pour l'axe 3 en Italie et en Finlande. Quant à la mesure 312 de l'axe 3, elle est nettement prédominante en Estonie (60 %) et en Lettonie (49 %).

Une part importante (4,0 %), du budget total a été allouée à la mesure 413 (soutien de la diversification et amélioration de la qualité de vie par l'application de l'approche méthodologique Leader), mais d'importantes différences existent là aussi entre les programmes. En Irlande du Nord, par exemple, cette mesure représente 29 % des fonds alloués.

Le budget total du Feader pour la période de 2007-2013 s'élève à 96 milliards d'euros, et, jusqu'à la fin de 2010, les dépenses

totales s'élevaient à 31 milliards d'euros, soit 32 %. Les dépenses totales correspondant aux mesures associées à l'esprit d'entreprise représentaient un peu plus de 23 %, mais ces mesures sont en général plus longues à mettre en œuvre et celles-ci devraient reprendre pendant la période de programmation restante.

Coopération entre les États membres et les régions

La coopération et l'échange d'idées et d'expériences entre les États membres et les régions peuvent aider à consolider la mise en œuvre de mesures individuelles du PDR. Les actions menées à cette fin bénéficient d'un soutien financier de Leader ainsi que du réseau européen de développement rural (RE DR). Afin de faciliter la coopération concernant l'esprit d'entreprise, le RE DR appuie actuellement l'initiative thématique de l'entrepreneuriat rural (voir l'article dans la rubrique «Tour d'horizon du monde rural»).

Dans le cadre de cette initiative, les réseaux ruraux nationaux ont décidé de collaborer et ont identifié un certain nombre d'actions conjointes qui permettraient de promouvoir l'esprit d'entreprise en milieu rural dans l'UE. Ces actions relèvent de trois grands domaines principaux:

1) explorer les possibilités dans les secteurs émergents, 2) analyser les aspects sociaux de l'esprit d'entreprise en milieu rural et 3) surmonter les obstacles à l'esprit d'entreprise en milieu rural.

L'émergence des défis mondiaux dans les domaines tels que la sécurité alimentaire, la préservation de la biodiversité et la lutte contre le changement climatique offrent également de nouvelles possibilités pour les zones rurales et les entrepreneurs ruraux. Celles-ci seront examinées plus en détail dans les articles suivants, de même que le potentiel de l'esprit d'entreprise en matière sociale pour combler les lacunes constatées en matière de fourniture de services dans les zones rurales et contribuer au développement économique.

Enfin, nous nous attacherons également à déterminer comment surmonter les obstacles à l'esprit d'entreprise. Les obstacles diffèrent selon les groupes cibles, et ceux-ci varient également entre États membres et entre régions. Le rôle joué par les PDR pour surmonter ces obstacles est un aspect clé pour les périodes de programmation actuelle et future, les implications étant importantes pour les zones rurales ainsi que pour l'émergence et la réussite d'entrepreneurs tels que Gerry et Mary Kelly.



© TIM HUDSON

High House
FRUIT FARM

Farm Shop

Les secteurs où
l'esprit d'entreprise
en milieu rural est
en train d'émerger

Partout en Europe, les zones rurales ont été confrontées, ces dernières décennies, à de graves défis économiques et démographiques. Le déclin de l'importance relative de l'agriculture et la nécessité de diversifier l'économie rurale ont entraîné l'apparition de nouvelles activités et de nouveaux domaines d'intervention pour l'entrepreneuriat rural. Le présent article met en lumière quelques-unes de ces nouvelles activités et montre les liens existant entre la politique de développement rural, les communautés rurales et l'entreprise rurale.

Malgré la croissance des centres urbains, il ne faut pas sous-estimer l'importance des zones rurales en tant que lieux de vie et de travail: en effet, la majorité (plus de 56 %) des citoyens de l'UE habitent toujours dans des zones à prédominance rurale ou à forte composante rurale.

Ces communautés rurales ont traversé des décennies de changement économique et démographique: le dépeuplement, notamment l'exode des jeunes et le vieillissement de la population, constitue un problème important dans des zones à prédominance rurale de certains États membres, de même que la baisse du nombre d'agriculteurs, le déclin de la production industrielle et, depuis peu, une tendance à la migration des villes vers la campagne, ainsi que l'arrivée de nouveaux habitants dans plusieurs régions rurales. Bien que l'on observe ces tendances dans les zones rurales de toute l'UE, les différences sont importantes au niveau du rythme et de l'ampleur de ces changements.

Il est néanmoins exact que les économies de nombreuses zones rurales changent rapidement. Le secteur des services y est le plus important en termes d'emploi et de valeur ajoutée brute (VAB), suivi par celui de la transformation et enfin par le secteur primaire. Alors que l'agriculture

et la foresterie utilisent 91 % du territoire de l'UE, seuls 7,7 % de l'emploi est généré dans l'agriculture et dans les activités agricoles et agroalimentaires associées. En revanche, de nouvelles activités et de nouveaux secteurs se développent dans les zones rurales, notamment le tourisme, les services aux entreprises, les services à la personne, la production alimentaire, la production industrielle spécialisée et d'autres types de microentreprises.

Dynamique de l'activité en milieu rural

Lorsque les décideurs réfléchissent à la manière de créer un environnement susceptible de favoriser l'innovation des entreprises et la création d'emplois, le débat est généralement formulé en termes d'avantages et d'inconvénients pour l'entrepreneur. Or, les zones rurales sont confrontées à des défis particuliers qu'il faut aussi prendre en compte.

Lorsque de nombreuses entreprises sont implantées en milieu rural, la mise en œuvre de leur stratégie de développement n'est pas qu'une question de lieu, il s'agit aussi d'un processus d'interaction et d'intégration. Il ne s'agit pas seulement d'exploiter des ressources territoriales, mais également d'intégrer l'entreprise dans la dynamique régionale et dans un réseau d'acteurs.

La création d'entreprises en zone rurale ne doit pas être considérée uniquement comme la création de valeur ajoutée ou l'expression d'une ambition personnelle, mais également comme une conséquence d'une dynamique territoriale. L'importance des activités économiques ne peut se mesurer seulement par le nombre d'emplois créés; elle fait partie d'un ensemble dont les aspects complémentaires peuvent se combiner et contribuer au développement durable.

De nouveaux débouchés pour l'économie rurale

Les défis tels que la sécurité alimentaire, la préservation des ressources naturelles et des écosystèmes, l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ses conséquences, le développement souhaité de systèmes d'approvisionnement alimentaire locaux et l'interdépendance croissante entre la ville et la campagne peuvent tous être source de nouveaux débouchés pour l'entrepreneuriat rural. Les activités associées aux loisirs, les services à la personne et les services domestiques, les entreprises spécialisées dans les énergies renouvelables et les services culturels constituent un gisement d'emplois important.

La croissance des nouvelles entreprises de services en milieu rural est influencée

par deux facteurs: d'une part, l'augmentation de la demande en lieux proches des centres urbains pour absorber l'afflux de nouveaux habitants (phénomène de «rurbanisation») et, d'autre part, la demande en services existants émanant de la population établie de longue date dans les zones rurales. Des initiatives innovantes sont prises dans différents domaines pour répondre à ces besoins. Ainsi, aux Pays-Bas, l'exploitation laitière Kinderopvang «De Boerderij» Bragersweg, située à Geesteren (Overijssel), a diversifié son activité en créant une garderie de jour pour enfants. Ce service fournit à l'agriculteur des revenus supplémentaires, mais répond aussi aux besoins des familles avec enfants, qu'il s'agisse de résidents de longue date ou de personnes qui ont quitté récemment la ville pour bénéficier d'une meilleure qualité de vie.

Les secteurs du tourisme, des loisirs et de la culture se développent également dans les zones rurales. Les habitants des villes sont attirés par les grands espaces,

par la faune et la flore sauvages et par la tranquillité de certains lieux dans les campagnes, qui sont propices à la réflexion, à la détente, à la spiritualité et au recentrage sur la nature. D'autres s'intéressent à la musique, à la littérature, à l'art et à l'architecture, qui font partie du patrimoine culturel rural du pays. D'autres encore sont à la recherche d'activités, voire d'expériences extrêmes en rapport avec la randonnée, l'escalade, la pratique du canoë-kayak, la spéléologie, la chasse et le ski. Les parcs d'aventure, les parcs pour enfants, les installations équestres et les espaces pour la tenue d'événements spéciaux sont d'autres exemples de débouchés. Tout cela constitue la base nécessaire pour étoffer le secteur du tourisme rural et de l'hébergement, et encourage la croissance des résidences secondaires et des résidences pour retraités, en particulier dans les zones nanties.

L'agrotourisme (vacances à la ferme) est de plus en plus populaire. Le centre d'agroécologie Les Amanins, dans la

Drôme, en France, est l'un des nombreux exemples d'entreprises agrotouristiques prospères. Lieu à vocation multiple, ce centre propose, à côté de l'exploitation agricole, des installations pour l'organisation de conférences. Le centre a également une vocation pédagogique, car les visiteurs peuvent s'initier activement aux pratiques agricoles modernes.

La production industrielle spécialisée à petite échelle est un autre secteur dynamique et émergent dans les zones rurales. L'écoconstruction et le secteur des écomatériaux en sont deux bons exemples. Cette croissance s'explique non seulement par la prévalence de matériaux durables et écologiques (le bois, par exemple) à la campagne, mais aussi par la volonté des exploitants d'établir leurs activités sur des sites en zone rurale.

L'agriculture et la transformation alimentaire sont également des secteurs qui innovent, en mettant en place de nouveaux modes de production et de commercialisation. Les initiatives d'«alimentation



locale» et les circuits d'approvisionnement courts en sont d'excellents exemples et retiennent de plus en plus l'intérêt des producteurs alimentaires, des consommateurs et des organismes publics. En France par exemple, le ministère de l'agriculture et de l'alimentation a établi un plan d'action en vue de promouvoir l'émergence d'activités de production combinées à des circuits d'approvisionnement courts. Ceux-ci devraient compléter les «circuits longs» existants et permettre aux producteurs alimentaires d'accroître leur impact à la fois social et économique. Les circuits d'approvisionnement courts ont pour but d'assurer aux agriculteurs un revenu équitable et de les encourager à diversifier leurs activités de façon à éviter la dépendance par rapport à une seule chaîne d'approvisionnement alimentaire.

Les circuits d'approvisionnement courts peuvent être considérés comme un moyen permettant d'établir des entreprises durables et de maintenir l'activité agricole dans les zones rurales. Leur succès dépend de la solidité de l'organisation

collective à l'échelle locale, ainsi que de la gestion de l'offre et de la demande sur un territoire. Si les autorités et les entreprises locales et régionales parviennent à travailler ensemble de cette façon, la cohésion sociale, l'attractivité et la compétitivité d'une zone rurale peuvent s'en trouver sensiblement renforcées.

La transformation et la vente directe de produits au sein de l'exploitation sont également vivement encouragées parce qu'elles ajoutent de la valeur à la production agricole. Citons, par exemple, la fabrication maison de crème glacée ou de fromage par les exploitations laitières. Dans les zones rurales, un moyen efficace de promouvoir la productivité agricole et les emplois en dehors des exploitations agricoles consiste à ouvrir l'accès aux marchés et aux secteurs d'activité des zones urbaines. L'internet, en particulier, est souvent un outil de commercialisation indispensable. D'une manière générale, les défis que rencontrent les entreprises établies dans les zones rurales forcent celles-ci à se montrer innovantes (en

utilisant l'internet pour accéder aux marchés de la distribution, par exemple). Les entreprises rurales peuvent éprouver des difficultés à accéder aux marchés ou aux instruments et infrastructures techniques et financiers de sorte que, pour être viables, elles sont contraintes d'inventer de nouvelles méthodes de travail et de nouveaux moyens de commercialisation.

Les politiques de développement aident à promouvoir de nouvelles entreprises rurales

Les entreprises rurales ne fonctionnent toutefois pas en vase clos et il existe un lien étroit entre la politique de développement rural et la croissance de nouvelles activités dans les zones rurales. Les initiatives menées à l'échelle de l'UE dans le cadre de l'approche de développement local Leader aident à promouvoir la diversification économique dans les zones rurales, en particulier vers des activités non agricoles. Ces initiatives

© TIM HUDSON





au niveau européen sont soutenues par les politiques nationales, régionales et locales. Ces politiques ont en commun une vision partagée et une approche territoriale plutôt que sectorielle du développement rural (qui va au-delà de la politique agricole et de la politique d'utilisation des sols).

La politique de développement rural contribue également à l'objectif de cohésion sociale et territoriale au sein de l'Union européenne. Afin de créer les conditions permettant aux entreprises rurales innovantes de réussir, il faudra non seulement développer de nouvelles façons de gérer les zones rurales et d'organiser les marchés locaux, mais aussi modifier le comportement du consommateur. Les organisations non gouvernementales (ONG) complètent les politiques de développement par leur fonction innovatrice. En France, par exemple, les collectivités et les structures de soutien cherchent des moyens de supprimer les obstacles potentiels à la création d'emplois dans les zones rurales. L'un de ces obstacles est le coût élevé de la terre; pour le surmonter, une organisation sans but lucratif spécialisée dans l'«externalisation ouverte» (*crowdsourcing*) de fonds en vue de l'acquisition collective de terres agricoles, Terre de liens (<http://www.terredeliens.org>), met en place une nouvelle forme d'organisation.

Relier les exploitations rurales aux zones urbaines

Des programmes spécifiques consacrés à l'esprit d'entreprise en milieu rural sont essentiels au développement des entreprises implantées dans les zones rurales. La politique de développement rural de l'UE facilite à cet égard l'émergence et la durabilité de nouvelles activités dans les zones rurales. Les entrepreneurs ruraux font face à certains défis qui ne se posent pas pour les entrepreneurs urbains; ces difficultés sont liées à la faible densité de population et à une distance plus grande des marchés, de l'information, de la main-d'œuvre et de la plupart des autres ressources. Les entreprises rurales peuvent donc tirer profit du développement de leurs relations avec les zones urbaines. L'approvisionnement

des villes en énergies renouvelables par les communautés locales rurales pourrait, par exemple, constituer une nouvelle activité rentable.

Les énergies renouvelables, une chance pour les entreprises en milieu rural

Le secteur de l'énergie peut aussi être considéré comme une source potentielle d'emplois et de développement économique, en particulier lorsqu'il s'agit de la production d'énergie renouvelable. En effet, les zones rurales en Europe possèdent d'importantes ressources qui peuvent être utilisées pour produire de l'électricité ou de la chaleur. Les projets liés aux énergies renouvelables ne peuvent pas tous être mis en œuvre dans les zones rurales, mais des possibilités existent dans les domaines tels que la biomasse, l'énergie éolienne, l'énergie solaire et les petits systèmes hydroélectriques. L'utilisation de sources d'énergie renouvelable a augmenté de manière constante ces dernières années et la technologie disponible garantit désormais la viabilité économique de la plupart des projets, y compris des projets à petite échelle.

Outre le fait qu'elles ont un effet positif sur l'environnement, les énergies renouvelables offrent aux zones rurales des perspectives économiques: par ces projets, les territoires peuvent promouvoir le développement local en facilitant la mise en œuvre de nouvelles activités professionnelles, en développant les possibilités d'emploi qualifié et en attirant de nouveaux habitants. L'utilisation des énergies renouvelables peut aussi être un moyen d'alimenter en énergie des activités situées dans des zones éloignées où un raccordement au réseau de distribution électrique ordinaire n'est pas réalisable. Elle permet aussi de créer des liens et d'ajouter de la valeur aux produits existants. Un projet basé sur la biomasse, par exemple, peut utiliser des ressources fournies par l'industrie alimentaire, l'agriculture ou les forêts.

De nombreux projets ont été exécutés à l'échelle locale par des acteurs privés et des autorités locales. L'exploitation

porcine Dotterel Cottage, au Royaume-Uni (Weaverthorpe, North Yorkshire), par exemple, a acheté une éolienne afin de réduire ses coûts d'électricité: l'énergie produite par cette éolienne couvre une partie des besoins propres de l'exploitation, représentant environ 40 % de sa consommation totale. Le système a plusieurs effets positifs: il permet à l'exploitation, d'une part, de réduire sa facture d'électricité et, d'autre part, grâce aux économies réalisées, de diversifier ses activités (elle a, par exemple, pu acheter de nouvelles minoteries).

Distribution des produits agroalimentaires

Les activités économiques dans les zones rurales doivent prendre en compte la question de la distribution des produits, qu'il s'agisse de la distribution à l'intérieur des zones rurales et des zones reculées ou entre ces zones ou entre les zones rurales et les zones urbaines. De nombreuses entreprises rurales se développent en effet pour répondre à la demande émanant des villes. La distribution peut prendre deux formes: un circuit long et un circuit court.

Quelle que soit sa forme, elle requiert sur le territoire une dynamique spécifique qui peut être construite par l'entrepreneur.

Le secteur de la distribution peut donc offrir de réels débouchés aux entrepreneurs dans les zones rurales. Les unités de production et de transformation sont, en effet, souvent séparées et le développement d'une activité de distribution peut aider les acteurs locaux à améliorer la structure de l'approvisionnement. Cela peut avoir un impact positif pour les producteurs, leur garantissant un meilleur accès aux marchés et augmentant de ce fait la demande, mais cela peut aussi être intéressant pour le territoire, car l'activité économique se trouve ainsi soutenue et le développement de nouvelles activités encouragé.

L'entreprise Auvergne Bio Distribution, en France, par exemple, a organisé un service traiteur collectif, qui regroupe plusieurs producteurs alimentaires. Ce projet a été couronné de succès tant pour les autorités locales (responsables du service de restauration) que pour les producteurs, qui ont pu ainsi accroître leur production.

Il a également contribué à restructurer le secteur de l'alimentation biologique dans la région. Son succès a en effet été tel qu'il a encouragé plusieurs autres producteurs à adhérer au projet.

Les défis rencontrés par les zones rurales dans toute l'Europe ont conduit les acteurs économiques à diversifier leurs activités ou à investir dans de nouvelles. Ces nouvelles activités ne concernent pas uniquement le secteur agricole, mais aussi l'industrie et les services. Les difficultés telles que l'éloignement ont contraint les entreprises à recourir à des outils innovants tels que l'internet ou à développer de nouvelles formes d'organisation (circuits d'approvisionnement courts, par exemple). Les autorités publiques ont également participé à l'expansion de ces nouvelles activités, qui permettent de promouvoir l'attractivité des zones concernées. Une fois établies dans leur région, ces entreprises doivent développer ou renforcer leurs relations avec les zones urbaines où se trouvent des marchés de l'emploi et de la consommation plus importants.

© TIM HUDSON





Les aspects sociaux de l'entrepreneuriat rural en Italie

La dimension sociale de l'agriculture peut se définir comment étant sa capacité à déboucher sur des processus d'inclusion et à créer de la cohésion sociale en utilisant des ressources locales, d'une part, et à répondre aux besoins spécifiques d'un groupe cible particulier, d'autre part. L'agriculture sociale peut améliorer la viabilité des zones rurales en leur donnant de nouvelles possibilités de diversification.

Après la Seconde Guerre mondiale, l'Italie était encore un pays en grande partie rural, et la plupart des travailleurs étaient employés dans l'agriculture. À l'époque, le rôle social de l'agriculture se limitait clairement à la subsistance. La modernisation de l'agriculture, par la mécanisation et l'utilisation généralisée des engrais et des produits phytosanitaires, a augmenté la productivité au-delà du niveau de subsistance et a également modifié l'image sociale du secteur. Des

zones défavorisées ont été abandonnées et la migration vers les villes a entraîné le dépeuplement des zones rurales, modifiant profondément les relations que les gens entretiennent avec la campagne. Nombre de personnes ont commencé à considérer les zones rurales comme des étendues sauvages sans intérêt, finissant par ne plus rien savoir des pratiques agricoles. La contribution de l'agriculture à la valeur ajoutée et à l'emploi s'est ainsi considérablement réduite et son rôle social a diminué.

Dans les années 1970, les contradictions inhérentes à l'agriculture intensive telles que la pollution, l'érosion du sol et la maltraitance des animaux ont attiré l'attention sur les effets secondaires des méthodes agricoles, et un nombre croissant de personnes ont commencé à s'intéresser à la «multifonctionnalité» de l'agriculture. Les fonctions secondaires comprenaient aussi la dimension sociale et les questions environnementales. La dimension sociale de l'agriculture peut se définir comme étant

sa compétences à déboucher sur des processus d'inclusion et à créer de la cohésion sociale en utilisant des ressources locales, d'une part, et à répondre aux besoins spécifiques de groupes particuliers tels que les handicapés physiques ou mentaux, les enfants, les personnes âgées, les personnes souffrant d'exclusion sociale [par exemple, les (anciens) toxicomanes ou les prisonniers, les femmes socialement exclues ou les jeunes, etc.], d'autre part. En d'autres termes, l'agriculture sociale est une manière innovante de restaurer le potentiel qu'a l'agriculture traditionnelle d'intégrer toute personne, quel que soit son âge, son sexe ou sa capacité.

L'agriculture sociale peut comprendre certaines, voire l'ensemble, des composantes suivantes :

- **des possibilités de travail et de formation**, lorsque l'agriculture crée des emplois et des possibilités de revenus pour les personnes défavorisées;
- **les loisirs et la qualité de vie**: il s'agit principalement d'activités «non lucratives» qui sont souvent gérées au niveau municipal, de petits lopins de terre étant mis à la disposition des personnes

âgées afin de leur donner la possibilité de se divertir et d'entrer en contact avec leurs voisins;

- **l'éducation**, par la création d'actions permettant d'améliorer la connaissance des pratiques agricoles et de la culture rurale et de mieux sensibiliser les jeunes à l'environnement (par exemple, fermes en villes, jardins d'enfants entretenus par des élèves, etc.);
- **des services à la population dans les zones rurales**: garderies, centres d'accueil estivaux pour enfants, résidences pour personnes âgées. Cela est très important pour le développement local, étant donné que le manque de services, couplé à des possibilités d'emploi limitées, est l'une des principales raisons du dépeuplement des zones rurales;
- **la réinsertion et la thérapie**: l'agriculture peut être un moyen d'améliorer le bien-être de personnes souffrant de troubles mentaux ou physiques. Les activités agricoles thérapeutiques peuvent être exercées soit au sein même de l'exploitation, soit dans un environnement médical en recourant à la contribution et au savoir-faire des agriculteurs. En tout état de cause, ces

activités sont planifiées par des thérapeutes professionnels (psychologues, psychiatres, etc.) et, lorsqu'elles ne sont pas gérées directement par le personnel médical, elles se déroulent sous le contrôle des autorités sanitaires.

Ces services sont très bénéfiques pour la société italienne dans son ensemble. Les activités d'agriculture sociale sont promues aujourd'hui par l'association Rete delle Fattorie Sociali («réseau de fermes sociales») et par une «communauté de praticiens», encouragée par les Régions de Toscane et du Latium.

L'expérience italienne de l'agriculture sociale

En Italie, des services visant l'inclusion de personnes déficientes mentalement ont été mis au point pour la première fois au début des années 1970. À l'époque, l'agriculture sociale s'inspirait essentiellement des idées développées par les mouvements de 1968 et d'autres initiatives à base communautaire (coopératives sociales) développées pendant cette période (par exemple, l'École de



© TIM HUDSON

Barbiana en Toscane ou la communauté de Capodarco à Rome).

À la suite d'un changement législatif, introduit en 1991, les coopératives italiennes relèvent désormais de trois catégories: A, B ou un mélange des deux. La catégorie A propose des services pédagogiques, sociaux et médicaux, tandis que la catégorie B a pour vocation d'améliorer les perspectives d'emploi des personnes défavorisées. Aujourd'hui, quelque 30 % des coopératives de catégorie B ou des coopératives mixtes sont actives dans le secteur agricole.

Le secteur privé (exploitations agricoles commerciales), travaillant en collaboration avec des organismes publics, généralement au niveau local (par exemple, des institutions de soins de santé, des établissements pédagogiques ou des institutions judiciaires), porte un intérêt croissant aux initiatives du secteur de l'agriculture sociale.

Bien qu'il n'existe aucune donnée officielle concernant l'agriculture sociale en Italie, on estime que plus d'un million d'exploitations agricoles participent

à ces types d'activités, dont 250 environ en Toscane.

De belles réussites ont été enregistrées dans les domaines de la formation, des stages professionnels, de l'emploi, de l'horticulture thérapeutique et d'autres traitements à base de plantes ou intégrant les soins aux animaux, l'éducation et la garde d'enfants. Quelques initiatives ciblent un groupe spécifique, tandis que d'autres ont une approche plurielle (proposant différents services pour différents besoins). En Italie, les initiatives axées sur l'emploi sont destinées aux personnes qui souffrent de divers problèmes et handicaps, allant d'un handicap physique modéré à l'exclusion sociale en passant par des problèmes de santé mentale et des difficultés d'apprentissage.

Ces types d'expériences dans l'agriculture sociale peuvent concerner des activités agricoles très diverses: de la culture potagère aux soins vétérinaires en passant par la fabrication du vin ou la culture des olives, la fabrication ou la vente de produits laitiers à la ferme ou encore le travail dans une ferme-auberge. Les personnes ont ainsi la possibilité de développer leurs

capacités et leurs compétences, d'améliorer leur vie sociale et de réduire la durée de leur séjour thérapeutique en milieu hospitalier ou autre. Ces expériences sont particulièrement importantes dans les zones périurbaines où les services sociaux et les services de soins de santé sont souvent insuffisants.

L'enseignement sans doute le plus important tiré de l'expérience de l'agriculture sociale italienne est l'importance que revêtent la production et la vente d'éléments tangibles, tant pour les personnes défavorisées, qui acquièrent une expérience, que pour l'agriculteur, qui a la possibilité de gagner sa vie de manière durable.

Les effets de l'agriculture sociale

L'agriculture sociale peut être considérée comme une activité de diversification qui améliore les revenus d'une exploitation et contribue au bien-être social tout en promouvant l'image de l'agriculture dans la société. Parallèlement, comme l'agriculture sociale s'occupe du bien-être des personnes et des soins à ces dernières,



il est indispensable qu'elle respecte à la lettre les normes et procédures applicables afin de protéger le bien-être et l'intérêt des utilisateurs.

Il n'existe pas encore d'étude quantitative portant sur les avantages de ces pratiques pour les participants et sur leur incidence dans les zones rurales. Le ministère italien de l'agriculture finance toutefois, en coordination avec l'Istituto Nazionale di Economia Agraria (INEA — Institut national d'économie agricole) et en collaboration avec l'Istituto Superiore di Sanità, l'organisme technique et scientifique national italien qui fait autorité dans le domaine de la santé en Italie, un projet⁽¹⁾ visant à évaluer l'efficacité des «thérapies vertes» existant dans le pays. Les objectifs poursuivis par le projet sont les suivants:

- évaluer les possibilités de développement rural offertes par l'agriculture sociale sur le plan des services sociothérapeutiques innovants, de la cohésion sociale et du développement économique durable;
- contribuer à une meilleure définition des politiques et des instruments nécessaires pour soutenir la diffusion des pratiques d'agriculture sociale;

- définir une méthode permettant d'évaluer les améliorations apportées en termes de bien-être personnel par la participation à des activités d'agriculture sociale.

Le projet analysera à la fois les caractéristiques des exploitations qui fournissent des services sociaux, dans le but de développer de nouvelles pratiques agricoles multifonctionnelles, et les effets des interventions thérapeutiques. Il contribuera de cette manière à déterminer de nouvelles stratégies thérapeutiques dans le domaine de la santé mentale et à développer les possibilités qui s'offrent à la politique de santé.

Les premiers résultats du projet montrent que l'agriculture sociale peut améliorer la qualité de vie des participants et de leurs familles en leur offrant une plus grande autonomie, un choix plus large et de meilleures perspectives d'avenir. L'agriculture sociale a également des avantages économiques: elle réduit les dépenses publiques liées à la consommation de médicaments et aux hospitalisations, offre de nouvelles possibilités d'emploi dans les zones

rurales, améliore l'image des exploitations agricoles et de l'agriculture auprès du public et met en place des réseaux d'acteurs qui améliorent la compétitivité des zones rurales.

Une influence positive dans les zones rurales

L'agriculture sociale a élargi le concept du rôle de l'agriculture dans le développement des zones rurales. Le manque de services sociaux étant l'une des raisons pour lesquelles les zones rurales se dépeuplent, l'agriculture sociale peut améliorer l'attrait de ces régions. Elle peut offrir de nouvelles possibilités de diversification, ce qui permet d'accroître les revenus agricoles, tout en fournissant d'importants services à des groupes sociaux qui étaient auparavant défavorisés, voire exclus. Si vous souhaitez vous informer sur les effets positifs de l'agriculture sociale sur le plan de l'inclusion sociale et des avantages économiques, veuillez vous reporter à l'article consacré au projet SOFAR (Social services in multifunctional farms — Services sociaux dans les exploitations multifonctionnelles) paru dans le numéro 6 de la *Revue rurale de l'UE* (p. 63-65).

(1) http://www.inea.it/public/it/progetti_attivita.php?action=3&id=1422





Les moteurs de l'entrepreneuriat rural: comment surmonter les obstacles

Démarrer une entreprise et la faire prospérer est un véritable défi, quel que soit l'endroit ou l'environnement. Les obstacles à la création et au développement d'une entreprise sont nombreux et freinent les entrepreneurs même les plus zélés et les plus courageux. Afin de promouvoir l'esprit d'entreprise et d'encourager le lancement de nouvelles activités, il est important d'apprendre à mieux connaître ces obstacles et les moyens permettant de les surmonter.

Il est largement admis que, pour réussir à promouvoir et à renforcer l'esprit d'entreprise, la seule présence, dans une région ou une collectivité, de personnes qui ont la fibre entrepreneuriale ne suffit pas; cela dépend aussi du contexte socio-économique beaucoup plus large dans lequel se déroulent les activités professionnelles.

Ce contexte plus large est parfois qualifié d'«environnement entrepreneurial»

et englobe notamment l'ensemble interconnecté de facteurs qui encouragent l'innovation, stimulent la prise de risque et soutiennent l'émergence et la croissance de nouvelles entreprises. Cela comprend, par exemple, diverses sources d'information, différents fournisseurs de ressources, les divers marchés et technologies et de nombreux intermédiaires qui facilitent les opérations associées au démarrage et au développement des entreprises. Ces facteurs interagissent

fréquemment aussi les uns avec les autres. L'amélioration des conditions de l'esprit d'entreprise ne se limite donc pas à garantir que tous les facteurs nécessaires sont en place, mais aussi qu'ils sont combinés de manière appropriée.

Il est important de comprendre les défis et les obstacles qui sont associés à ces divers aspects de l'«environnement entrepreneurial», en particulier dans les zones rurales où l'esprit d'entreprise des

personnes, qu'il s'agisse d'entrepreneurs existants ou d'entrepreneurs potentiels, est mis à rude épreuve par la combinaison spécifique des conditions économiques qui règnent dans les régions rurales et des caractéristiques spécifiques des entrepreneurs ruraux.

Les obstacles à l'esprit d'entreprise rural les plus fréquemment constatés dans les États membres de l'UE peuvent être regroupés en trois grandes catégories: 1) les obstacles associés à la petite taille, aux faibles densités de population et à l'isolement des communautés rurales, 2) la composition sociale et économique des populations rurales et 3) la nature des liens internes et externes. Plus spécifiquement, les entrepreneurs ruraux font face à des problèmes liés:

- au déclin des revenus agricoles depuis un certain temps déjà, auquel s'ajoute l'impact de la crise économique de ces dernières années;
- à des modèles (notamment familiaux) et cultures locaux qui ne sont peut-être pas compatibles avec l'esprit d'entreprise;
- à un niveau excessif d'exigences administratives à respecter pour démarrer et faire prospérer une entreprise;
- aux distances plus grandes qui les séparent des marchés et des aires de production auxquelles s'ajoutent des liaisons limitées vers les marchés urbains et les marchés mondiaux;
- à la petite taille et aux faibles densités de population des communautés rurales qui s'accompagnent d'une demande locale limitée, ce qui permet difficilement aux entreprises rurales de réaliser des économies d'échelle rentables;
- aux difficultés rencontrées pour obtenir un capital-investissement suffisant;
- à une diversité économique globalement insuffisante;
- à l'absence d'autres entrepreneurs et réseaux;
- à l'absence de pôles industriels dans la plupart des zones rurales;
- à la difficulté de recruter une main-d'œuvre qualifiée.

Un projet d'étude baptisé «Developing the Entrepreneurial Skills of Farmers»

(ESOF), mené au titre du sixième programme-cadre de l'UE⁽¹⁾, s'est clôturé en 2008. Une analyse détaillée du projet est présentée dans la rubrique «Recherche rurale» de la présente publication, et les constatations qui y sont exposées s'appliquent aussi à l'examen des obstacles à l'entrepreneuriat rural.

En résumé, le projet a commencé par examiner les facteurs économiques, sociaux et culturels freinant ou, au contraire, favorisant le développement des compétences entrepreneuriales des exploitants agricoles dans le but de formuler des recommandations destinées à améliorer les performances.

Le projet ESOF a établi une distinction importante entre:

1. l'**environnement entrepreneurial «externe»**, c'est-à-dire l'environnement social et commercial dans lequel les agriculteurs évoluent, notamment l'impact des changements sur le plan de la mondialisation des marchés, des politiques à l'échelle de l'UE et à l'échelle nationale, de la demande des consommateurs, des chaînes d'approvisionnement, de l'environnement, du climat et de l'énergie, et
2. l'**environnement entrepreneurial «interne»**, à savoir la capacité, les aptitudes et les compétences que doit avoir l'agriculteur. Ces prérequis ont, en outre, été scindés en deux grands groupes:
 - d'une part, les compétences économiques nécessaires pour qu'une exploitation puisse fonctionner correctement, qui incluent l'expertise sectorielle et la compétence managériale, et
 - d'autre part, les compétences requises pour innover et s'adapter au changement, qui regroupent les compétences permettant de saisir les opportunités, les compétences stratégiques et les compétences de travail en réseau.

Selon Gerard McElwee, professeur à l'université de Nottingham Trent, au Royaume-Uni, et chercheur principal

dans le projet ESOF, «il est essentiel, pour créer une gamme variée d'activités entrepreneuriales dans les zones rurales, de développer aussi bien l'environnement entrepreneurial externe que l'environnement entrepreneurial interne».

Ce point a également été soulevé dans une étude portant sur les réseaux ruraux nationaux (RRN) en mai 2010⁽²⁾. Les résultats de l'étude, corroborés par l'examen d'autres travaux, ont mis en évidence les points suivants en ce qui concerne les principaux éléments sur lesquels il convient de se concentrer pour soutenir l'esprit d'entreprise en milieu rural:

1. développer l'environnement «interne» de l'esprit d'entreprise en milieu rural et doter les entrepreneurs existants et potentiels des compétences et de la confiance dont ils ont besoin pour faire avancer leurs idées, notamment:
 - un meilleur accès à l'information, ce qui suppose l'accès à un plus grand nombre de lettres d'information, de dépliants, de pages internet et de services de conseil et d'information, pour autant que les informations fournies tombent à point nommé. Il a été également clairement demandé que les meilleures pratiques et les expériences pertinentes fassent l'objet d'une publication,



© TIM HUDSON

(1) Voir <http://www.esoagriculteurs.org>

(2) Voir http://enrd.ec.europa.eu/app_templates/filedownload.cfm?id=A502C17B-B074-2913-E9E0-F1AC79AE55C0

- des indications plus précises sur les systèmes d'aide existants, ainsi qu'une amélioration de l'information concernant la législation et les politiques applicables, un point jugé essentiel tant pour les nouveaux entrepreneurs que pour ceux qui sont déjà installés,
- l'organisation de cours de formation en gestion de façon à garantir que la créativité et l'innovation présentes dans les zones rurales concordent avec les compétences requises pour appliquer avec succès les nouvelles idées entrepreneuriales. Cela comprend une formation à l'établissement de plans d'affaires, ces derniers, dans la mesure où ils sont de qualité, devant faciliter l'accès aux capitaux,
- l'organisation de formations portant sur divers aspects de l'innovation, de la gestion du changement, du risque et de la créativité en vue de développer la capacité entrepreneuriale des personnes, en particulier celle des jeunes. Il est toutefois important d'organiser la formation en fonction des besoins spécifiques identifiés au niveau local, étant donné que

ceux-ci peuvent varier considérablement entre les régions, voire entre les microrégions,

- la création de réseaux d'entrepreneurs dans le but de fournir une aide mutuelle par tutorat et de partager les meilleures pratiques,
 - la fourniture d'un soutien technique permanent aux entrepreneurs, taillé sur mesure de façon à gérer la croissance et l'expansion de leurs activités;
2. développer l'environnement entrepreneurial externe: cette tâche est un peu plus ardue compte tenu de la complexité des nombreux aspects en cause, qu'il est souvent difficile, pour ne pas dire impossible, de traiter au niveau local. Les principaux besoins identifiés sont les suivants:
- améliorer l'accès aux financements, en prenant davantage en compte les conditions locales,
 - encourager un changement de mentalité chez les bailleurs de fonds: leur frilosité face au risque et la lourdeur administrative devraient faire place à une gestion efficace du risque et à une orientation claire sur les résultats,

- mettre les connaissances locales à profit à tous les stades de la formulation, de la mise en œuvre et de l'évaluation des politiques,
- adapter la vitesse à laquelle le financement est approuvé et mis à disposition à la vitesse à laquelle l'entreprise se développe,
- veiller à ce que la population dans son ensemble comprenne et soutienne l'activité entrepreneuriale, notamment le risque d'échec,
- améliorer la communication entre les acteurs nationaux, régionaux et locaux afin de pouvoir répondre aux besoins des entrepreneurs.

Étude menée auprès des États membres de l'UE

L'étude menée auprès des RRN en 2010 a également permis de recueillir dans quatre États membres (Estonie, Hongrie, Pays-Bas et Suède) plusieurs exemples d'aides aux entrepreneurs ruraux, que ceux-ci soient ou non soutenus par le Feader. Parmi les exemples d'approches les plus innovantes du développement et du soutien de l'environnement



© TIM HUDSON



© TIM HUDSON

entrepreneurial «interne» figure le système Leader néerlandais, qui a appuyé la mise sur pied d'un «institut régional d'entrepreneurs» chargé de fournir des conseils techniques dans une série de domaines tant aux nouvelles entreprises qu'aux entreprises existantes. Un autre exemple, venant également des Pays-Bas, mais dans un autre domaine, concerne le projet Hoogeland MKB, qui apporte son soutien aux entrepreneurs à différents niveaux, notamment pour faciliter la mise en réseau, l'établissement de relations plus étroites avec les municipalités et fournir une aide concrète aux entrepreneurs qui se concentrent sur la création de petites entreprises dans des villages.

La Suède dispose d'un programme national qui a été conçu dans le but d'encourager l'esprit d'entreprise chez les jeunes. Grâce au soutien de conseillers régionaux spécialisés dans l'emploi des jeunes, des étudiants sont encouragés, au cours d'une année scolaire, à développer une idée d'entreprise, à rédiger un plan d'affaires, ainsi qu'à démarrer, exploiter et fermer une entreprise. Cela leur permet de comprendre et d'acquérir les compétences requises pour exploiter une entreprise sans devoir supporter le risque financier. La fédération suédoise des associations bénévoles pour l'éducation des adultes organise également une série de cercles d'étude et de cours de formation pour des groupes locaux

spécialisés dans le développement des villages et de leurs communautés rurales afin d'encourager l'esprit d'entreprise.

Dans plusieurs États membres, les moyens mis en œuvre pour soutenir et développer l'environnement entrepreneurial «externe» plus large comprennent, entre autres, une amélioration de l'accès aux financements en tenant davantage compte des conditions locales. Il existe en Suède une organisation régionale spécialisée dans le financement des entreprises (Almi) qui complète le secteur bancaire traditionnel en mettant à disposition des fonds destinés spécifiquement aux petites entreprises et aux entreprises en phase de démarrage. De même, en Estonie, la fondation pour le développement rural accorde des prêts et des garanties aux entreprises établies dans les zones rurales. La Hongrie, de son côté, a mis au point le nouveau programme de microcrédit qui permet d'emprunter des fonds pour l'acquisition de machines, d'équipements, de nouveaux services et d'immobilisations corporelles.

Un autre projet hongrois fournit des fonds pour soutenir les investissements dans des équipements et des installations permettant de soutenir les méthodes de transformation traditionnelles. Les fonds mis à disposition par le groupe d'action locale (GAL) ont également été sollicités par diverses entreprises existantes

et entreprises en phase de démarrage, notamment des épiceries, des exploitations fruitières et des exploitations spécialisées dans la production de plantes aromatiques et médicinales.

En Suède, un système de «chèques-jeunes», soutenu par le GAL, permet aux jeunes entrepreneurs d'accéder rapidement et facilement à un financement initial afin qu'ils puissent tester leurs idées entrepreneuriales.

Un projet d'«établissement intégré», cofinancé par le Fonds européen de développement régional (FEDER), dans la région de la grande plaine septentrionale, en Hongrie, soutient le développement d'infrastructures locales, les produits et les attractions touristiques, les services de transport en commun, l'enseignement primaire et secondaire et les soins de santé primaires. Bien que seules les zones bâties de plus de 5 000 habitants soient admissibles au bénéfice de l'aide à l'investissement du FEDER, les entrepreneurs qui sont implantés dans les zones rurales adjacentes profitent également largement des améliorations apportées à l'infrastructure urbaine et aux conditions socio-économiques. Parallèlement, le Feader soutient également les investissements dans des régions rurales de moins de 5 000 habitants.

L'esprit d'entreprise en milieu rural et les politiques de préadhésion de l'UE



Ce n'est pas une coïncidence si les zones rurales prospères se distinguent par un niveau d'entrepreneuriat élevé. Cette constatation vaut autant pour les États membres de l'UE que pour les pays en phase de préadhésion qui aspirent à faire bientôt partie de l'UE. Des taux d'emploi élevés et des communautés vivantes résultent, dans une grande mesure, de l'activité d'entrepreneurs.

De même que dans l'UE, une proportion élevée de la population des pays en phase de préadhésion vit dans des zones rurales. Toutefois, les zones rurales dans ces pays de la région des Balkans occidentaux et en Turquie se trouvent confrontées à des défis supplémentaires: les exploitations sont de petite taille et les technologies utilisées sont souvent dépassées de sorte qu'il leur est difficile de s'adapter à l'exposition croissante au marché de l'UE. Couplés à une infrastructure et à des services sociaux inadéquats, ces facteurs contribuent à un exode de la population, qui délaisse l'agriculture et la campagne pour se tourner vers les zones urbaines.

Afin de pouvoir surmonter ces défis (et d'aider la population rurale à exploiter les possibilités de croissance économique), l'UE continue en priorité de soutenir le développement de l'esprit d'entreprise dans les zones rurales des pays en phase de préadhésion. Les très nombreuses

initiatives soutenues reflètent l'imagination fertile des entrepreneurs de cette région. Les réussites sont nombreuses comme en attestent les deux exemples en provenance de l'ancienne République yougoslave de Macédoine et de la Serbie qui sont décrits ci-après.

IAP, le soutien au développement de l'UE en un seul instrument

Depuis 2007, les pays candidats et les candidats potentiels bénéficient de soutiens financiers ciblés de l'UE pour les aider à satisfaire à toutes les exigences propres à l'alignement sur l'acquis de l'UE, par l'intermédiaire d'un seul canal: l'instrument d'aide de préadhésion (IAP). Auparavant, on recourait à d'autres instruments de la politique de développement, notamment le programme Phare (renforcement des institutions, cohésion économique et sociale et coopération transfrontalière), ISPA (infrastructure environnementale

et infrastructure de transport à grande échelle), SAPARD (développement agricole et rural), CARDS (soutien du processus de stabilisation et d'association dans les Balkans occidentaux) et d'autres instruments semblables, mais distincts, pour la Turquie.

Doté d'une enveloppe de 11,5 milliards d'euros pour 2007-2013, l'IAP soutient tous les processus d'alignement à travers cinq volets: aide à la transition et au renforcement des institutions, coopération transfrontalière, développement régional, développement des ressources humaines et développement rural.

Reconnaissant l'importance de l'esprit d'entreprise, chacun des cinq volets de l'IAP peut potentiellement soutenir l'émergence et le développement d'entrepreneurs dans les zones rurales, le volet du développement rural (IPARD) mettant bien entendu particulièrement l'accent sur les entreprises et l'emploi dans les zones rurales.



Production de niche en matière de fromage dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine

Les petits producteurs alimentaires ont souvent la capacité de concurrencer de plus grands producteurs en se spécialisant dans des produits et des marchés de niche et en contrôlant rigoureusement leurs coûts. Cette approche a porté ses fruits pour une petite exploitation laitière productrice de fromage, située à deux heures de route environ à l'est de la capitale Skopje, dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine, près des frontières de la Grèce et de la Bulgarie.

L'exploitation Eko Mleko (littéralement «lait biologique») a été créée par Zivko Lazarev en 2004. L'entreprise transforme chaque jour 1 500 litres de lait et produit chaque année environ 136 tonnes de fromage: fromage blanc à base de lait de vache, fromage à pâte dure au lait de vache, fromage de brebis, fromage de chèvre, fromage mixte et une spécialité locale appelée «urdă».

Répondant au premier appel à propositions lancé en 2009, l'entreprise a sollicité des fonds IPARD au titre de la mesure 302 «Diversification et développement des activités économiques rurales», sous-mesure «Soutien aux microentreprises». L'objectif était d'investir dans la modernisation des installations de production afin de les mettre aux normes de l'UE. Eko Mleko a investi au total 54 000 euros (dont 37,5 % financés par l'UE) dans de nouvelles chambres de stockage et de maturation du fromage, l'installation d'un système d'aération et de conditionnement d'air dans la salle de production et de nouveaux murs de séparation.

Une augmentation de 60 % de la production est prévue à moyen terme, et d'autres emplois viendront s'ajouter aux



© ZIVKO LAZAREV



six postes actuels. Eko Mleko approvisionne essentiellement les magasins locaux, proposant à une clientèle fidèle ses fromages de la marque Konche. <http://www.ekomleko.mk/>





Stratégie de marque régionale et transfrontalière en Serbie

Le Banat, une région à cheval entre la Serbie, la Roumanie et la Hongrie, est un bon exemple des relations culturelles et historiques profondes qui ne s'arrêtent pas aux frontières nationales. Conscients du potentiel qu'offrent la coopération et la valorisation de la marque des produits et des services, des représentants transfrontaliers de cette ancienne région ont développé avec des partenaires serbes un projet conjoint qui a bénéficié d'un financement au titre du programme CARDS de l'UE.

Lancée en 2007, l'idée était de promouvoir les aliments de qualité proposés dans le Banat, parallèlement à son identité particulière, ses caractéristiques multiculturelles, ses saveurs et son patrimoine. Cette idée s'est concrétisée en grande partie grâce à la formation des agriculteurs, dispensée avec le concours de deux associations, dans le but de respecter les normes de l'UE et de l'industrie dans le domaine alimentaire.

Des parcelles de démonstration ont été établies afin d'encourager les agriculteurs à diversifier leur production vers les fruits et légumes en les initiant à la culture des fraises, des tomates, des prunes, des coings et des abricots, par exemple, et en leur indiquant comment améliorer la qualité des cultures traditionnelles du Banat telles que le froment, le maïs, le tournesol et la betterave sucrière. Des spécialistes en protection phytosanitaire et des universitaires offrent un soutien technique.

Un montant de 250 000 euros (dont 80 % en provenance des fonds de l'UE) a été investi dans l'acquisition d'un matériel composé de cuves de lavage, de brassage et de stockage, permettant aux agriculteurs de préparer les produits bruts pour le marché. La promotion plus générale de la culture et du patrimoine aide à enrichir et à renforcer la marque.



© SLAVKO GOLIC

Plus de 150 agriculteurs et 40 producteurs alimentaires ont déjà été formés aux normes de sécurité alimentaire et aux mesures de bonne pratique agricole. Grâce à cette formation, combinée à la volonté d'innover, plus de 20 agriculteurs ont déjà diversifié leurs cultures en plantant de nouveaux vergers. Plusieurs petites entreprises se sont également développées autour de la transformation des fruits et des légumes, et le site internet www.banatfood.com est consulté par un nombre croissant de visiteurs.



Comme l'indique le directeur de projet serbe, M. Slavko Golić, «le projet a démontré qu'une production de meilleure qualité débouche sur la croissance économique et stimule de nouveaux débouchés en matière d'emploi, ce qui améliore la qualité de vie, renforce les communautés locales et contribue au développement durable».

© TIM HUDSON



Partage de connaissances et d'expériences entre PDR



La promotion et le renforcement de l'esprit d'entreprise figurent parmi les moyens les plus importants pour traiter les problèmes économiques des communautés rurales. L'esprit d'entreprise continue à retenir l'attention en tant qu'outil de développement dans les zones rurales; il est particulièrement utile pour aider les zones rurales à affronter la crise économique qui frappe plusieurs parties de l'Europe.

En mars 2010, plusieurs réseaux ruraux nationaux (RRN) se sont réunis afin de mettre sur pied l'initiative thématique sur l'entrepreneuriat rural (ITER). Cette initiative regroupe les RRN (au nombre de seize actuellement) qui souhaitent partager leurs connaissances et leurs expériences sur la manière dont les programmes de développement rural (PDR), actuels et futurs, peuvent promouvoir plus efficacement l'entreprise rurale et l'esprit d'entreprise en milieu rural.

Une des premières mesures prises par l'ITER a été la préparation d'une analyse de contexte qui évalue les caractéristiques

et les besoins des entrepreneurs ruraux, ainsi que les outils et les aides disponibles actuellement pour répondre à ces besoins. Cet exercice a été suivi par l'organisation d'ateliers en Belgique et en Allemagne à l'issue desquels les éléments susceptibles de profiter au mieux d'une coopération entre les RRN ont été regroupés en quatre thèmes principaux:

1. moyens et méthodes de soutien de l'esprit d'entreprise en milieu rural,
2. secteurs émergents de l'économie rurale,
3. surmonter les obstacles à l'esprit d'entreprise,
4. aspects sociaux de l'esprit d'entreprise.

Des discussions sur ces thèmes sont en cours en vue d'identifier les actions concrètes que les RRN pourraient entreprendre ensemble. Un portail de l'entrepreneuriat rural a également été créé sur le site internet du RE DR afin de promouvoir l'accès public aux informations et aux ressources pertinentes.

Si vous souhaitez en savoir plus, vous pouvez consulter le portail de l'entrepreneuriat rural du RE DR à l'adresse: <http://enrd.ec.europa.eu/rural-entrepreneurship-gateway/>



L'esprit d'entreprise en milieu rural en Pologne

L'évaluation à mi-parcours de la mise en œuvre du programme de développement rural polonais 2007-2013 a été réalisée à la fin de 2010. Les résultats étaient globalement positifs. Concernant l'exécution de la mesure 311 («Diversification vers des activités non agricoles»), les résultats de l'analyse étaient particulièrement positifs en ce qui concerne la création d'emplois. L'intérêt témoigné pour les différentes activités économiques, entreprises dans le cadre de mesures visant à soutenir la création d'emplois dans les zones rurales, était cohérent avec les régions spécifiques précédentes. Dans le cas de la mesure 312 («Création et développement d'entreprises»), l'évaluation du PDR a révélé qu'une part importante des projets était liée à des activités touristiques dans les provinces qui sont traditionnellement des destinations de vacances,

en raison principalement de leurs conditions naturelles (par exemple, Poméranie et Warmińsko-Mazurskie). Le niveau de dépenses était influencé par divers facteurs, notamment par l'expérience acquise dans la mise en œuvre de programmes. Le faible niveau de soutien apporté par l'approche Leader était dû au fait que les GAL étaient en cours de sélection et que la préparation des stratégies de développement local s'est poursuivie jusqu'à la fin de 2009. Ce n'est que par la suite que les appels d'offres et les invitations à introduire des demandes au titre de la mesure 413 du programme Leader («Mise en œuvre des stratégies de développement local: qualité de la vie/diversification») ont pu être publiés et que la sélection des bénéficiaires finaux ainsi que l'exécution des projets ont pu se poursuivre.

Exécution financière du Feader, Pologne (mai 2011)

Mesure	Plan financier 2007-2013		Exécution financière du Feader
	€	%	% de l'objectif
311. Diversification vers des activités non agricoles	259 185 000	1,9	20,38
312. Aide à la création et au développement d'entreprises	767 687 700	5,7	4,05
413. Mise en œuvre de stratégies locales de développement — Qualité de la vie	496 400 000	3,7	1,90
Total du PDR	13 398 928 156	100	33,14

Source: www.minrol.gov.pl

La fabrication de crème glacée, un moyen de diversification vers des activités non agricoles

Le bénéficiaire est un agriculteur qui possède une exploitation de 30 hectares. Le projet comprend la fabrication de crème glacée à partir de la technique de production et de la recette d'une entreprise néerlandaise présente à l'échelle européenne, qui a breveté la marque «Ice Cream of Agricultural Homesteads».

Les 58 m² consacrés à cette activité en 2007 étaient conformes aux normes sanitaires et vétérinaires. La subvention obtenue a permis au bénéficiaire d'acheter les machines et l'équipement nécessaires à la production de crème glacée, ainsi que du matériel pour glacier, notamment un mixeur manuel, une machine à crème glacée, un réfrigérateur et des congélateurs.

La ligne de production complète ainsi installée lui permet de produire 9 litres de crème glacée à l'heure, soit 700 litres par mois. Certaines matières premières entrant dans la composition de la crème glacée, telles que le lait et les fruits et légumes (fraises, pommes, cerises, tomates cerises et concombres), proviennent de sa propre exploitation. Seize parfums sont proposés, notamment cerise, pomme-ramboise, concombre et tomate. Le bénéficiaire a obtenu le droit d'utiliser le nom et le logo «Ice Cream of Agricultural Homesteads», de même que le droit de vendre ses produits exclusifs dans le poviát de Toruń, tant aux restaurants qu'aux particuliers.



Un ingénieur se reconvertit en agriculteur à Chypre

Kyriakos Pantziaros a abandonné sa carrière d'ingénieur en 1995 pour se consacrer à l'élevage du bétail et à la production de lait de qualité. Grâce aux fonds du Feader, il a pu établir sa propre entreprise rurale et créer des emplois.

M. Pantziaros est issu d'une famille d'agriculteurs installée dans le village d'Athienou, à proximité de Nicosie, à Chypre. Depuis l'âge de six ans, il participe à l'activité d'élevage bovin de son père. Parti à l'étranger pour y suivre des études d'ingénieur, il a ensuite obtenu un MBA en finance, avant de faire profiter, finalement, l'entreprise familiale de toutes ses connaissances.

Une fois ses études terminées, en 1992, il est rentré au pays pour y travailler en tant qu'ingénieur et faire ainsi carrière dans le domaine qu'il s'était choisi. Mais

la tradition familiale de longue date dans l'élevage du bétail et son sens inné du devoir le poussant à assurer la «pérennité» d'une entreprise solide et viable l'ont amené, en 1995, à abandonner sa carrière d'ingénieur pour se consacrer à l'élevage du bétail. Depuis lors, son exploitation agricole a grandi, tant en taille qu'en qualité, progressant, grâce à son esprit d'entreprise, au rythme de l'évolution du marché et des nouvelles technologies. Comme se plaît à le souligner M. Pantziaros, «vos connaissances, vous pouvez les emmener partout avec vous». Pour sa part, il a choisi d'en faire profiter l'entreprise qui a inspiré ses ambitions entrepreneuriales.

M. Pantziaros élève aujourd'hui un cheptel de 200 vaches laitières et cultive des plantes fourragères destinées à l'alimentation des animaux sur les 1 200 hectares de l'exploitation. Mais, pour couvrir les besoins du bétail, il doit aussi se tourner vers le marché et y acheter une quantité équivalente de fourrage. Avec la subvention obtenue du programme de développement rural (PDR) chypriote, M. Pantziaros a pu acheter un nouveau tracteur et une nouvelle presse-ramasseuse moderne qu'il utilise pour transformer la paille coupée en ballots compacts, faciles à manipuler, transporter et stocker.

L'effet de l'aide au développement rural sur l'esprit d'entreprise

Ce n'est pas la première fois que M. Pantziaros introduit des améliorations dans l'exploitation. L'élément qui a motivé chacune des améliorations apportées a été son désir de réduire les coûts et d'améliorer la productivité et la compétitivité. Lorsqu'il a démarré dans l'entreprise familiale, en 1995, il a commencé par augmenter le quota laitier de l'exploitation, qui est passé de 400 tonnes à 1 500 tonnes. Il a ensuite acheté des quotas laitiers supplémentaires qui lui ont permis d'augmenter la quantité maximale de lait qu'il était autorisé à commercialiser par an, sans devoir payer le prélèvement, dans le but de développer son activité. Il a accompagné l'achat de quotas laitiers d'autres investissements qu'il a financés en partie avec des fonds de l'UE et en partie sur ses fonds propres. Cela illustre l'existence d'un puissant effet de levier, puisque le financement de l'UE a également généré des dépenses supplémentaires.

M. Pantziaros a obtenu le premier financement de l'UE au titre du PDR 2004-2006 pour l'acquisition d'une moissonneuse-batteuse. Parallèlement, il a également apporté quelques améliorations aux bâtiments (qu'il a financées personnellement), notamment aux installations de stockage des denrées alimentaires. Récemment, il a obtenu un autre financement de l'UE au titre du PDR 2007-2013 qu'il utilisera pour moderniser le parc de machines de l'exploitation. Sa principale motivation est d'«améliorer en permanence la productivité et la rentabilité afin de permettre à l'entreprise de continuer à grandir tout en étant compétitive».

Ce qui a fait principalement la différence dans son entreprise d'élevage de bétail, c'est sa capacité à introduire les techniques et les équipements les plus modernes, ce qui lui a permis d'augmenter la production avec une plus grande efficacité, c'est-à-dire à moindres coûts et en produisant une meilleure qualité.

On retrouve une technologie moderne à tous les stades de la production laitière, des procédés d'insémination artificielle

jusqu'à la traite, qui sont aujourd'hui informatisés, en passant par la surveillance constante de la santé des vaches par le vétérinaire. L'alimentation du bétail, de la culture des céréales jusqu'à leur consommation en passant par la récolte, le traitement et le stockage, s'effectue également avec un équipement moderne dont une partie a été acquise grâce à l'aide au développement rural. «Du lait et des produits laitiers de qualité supérieure sont ainsi livrés au marché et les perspectives de croissance de l'exploitation sont prometteuses.»

La croissance de l'entreprise s'est accompagnée de la création de quelques postes permanents et de quelques postes saisonniers, ce qui a également profité à l'emploi dans la région. «Ce genre d'entreprise requiert l'intervention de plusieurs personnes à certains moments de la journée, et pas seulement de manière saisonnière.» Les travailleurs permanents ont la possibilité d'adapter leurs heures de travail aux besoins de l'exploitation. La traite des vaches, par exemple, a lieu très tôt le matin et en début d'après-midi. Par conséquent, tout est mis en œuvre



pour que les travailleurs sentent qu'ils font partie de l'exploitation de façon à ce qu'ils développent un sentiment d'appartenance.

Les principaux facteurs de réussite pour un entrepreneur rural

«Un entrepreneur rural qui réussit doit toujours être attentif aux possibilités qui peuvent l'aider à améliorer son activité et doit s'engager personnellement à en tirer le meilleur profit.» M. Pantziaros s'est engagé personnellement et a engagé ses propres fonds dans une entreprise à laquelle il croit. Le soutien au développement rural a alimenté une motivation, déjà forte au départ, qui le pousse à exceller dans le domaine de l'élevage du bétail et à fournir des produits de première qualité à un marché de plus en plus concurrentiel.

M. Pantziaros est membre du syndicat des éleveurs de bétail d'Athienou et membre de l'organisation pan-chypriote des éleveurs bovins. «Les membres de ces organisations ont presque tous bénéficié, à un moment ou à un autre, d'une aide au développement rural de l'UE», confie-t-il pour souligner «l'importance de la mise en réseau et des synergies atteintes grâce aux réseaux

de producteurs dans la région». Le village d'Athienou compte une vingtaine d'exploitations bovines qui élèvent chacune en moyenne 150 vaches. Un grand facteur de réussite, tant pour lui que pour les autres éleveurs de bétail de la région, a été la capacité de s'organiser en groupes, ce qui a permis à l'information de circuler plus facilement et plus rapidement et a donné aux éleveurs la possibilité de s'informer mutuellement sur les diverses possibilités et de partager leurs expériences. «Ces réseaux locaux sont d'excellents moyens de publicité et d'information. Ils permettent aux agriculteurs d'être les premiers informés des opportunités qui s'offrent en matière de financement du développement rural, ainsi que d'autres problèmes ou préoccupations concernant le secteur.»

Pour qu'un entrepreneur réussisse, il est essentiel qu'il planifie et gère son exploitation de manière à garantir une répartition optimale des activités. En tant qu'éleveur de bétail, il consacre 30 à 35 % des activités aux aspects génétiques (obtention d'un sperme de grande qualité et préservation des races locales) et 65 à 70 % à la gestion de l'exploitation. Cette dernière inclut le contrôle du bien-être des animaux, notamment des conditions d'alimentation, de santé et d'hygiène.

Enseignements tirés

«Vous devez être réellement intéressé par ce que vous faites et aimer votre métier, conseille M. Pantziaros. Si votre entreprise vous tient à cœur, il est plus facile de vous adapter à l'évolution des conditions du marché. Une planification constante et une gestion minutieuse de l'exploitation sont des éléments essentiels pour adapter la production aux besoins et aux tendances du marché.» L'entreprise bovine dirigée par M. Pantziaros a atteint des niveaux de qualité exceptionnels: le lait produit par ses vaches contient 85 % de germes, et les animaux 50 % de cellules pathogènes, de moins que ce que les normes autorisent.



© KYRIAKOS PANTZIAROS



Un entrepreneur rural qui réussit doit toujours être attentif aux possibilités qui peuvent l'aider à améliorer son activité et doit s'engager personnellement à en tirer le meilleur profit.



Kyriakos Pantziaros





Rendre les communautés locales plus autonomes en Lituanie

Guoda Burokiené, experte en développement rural, relate son expérience et son engagement direct dans les projets financés par Leader pour enrichir la vie des communautés rurales en Lituanie.

Ayant vécu au cours des années 70 et 80 dans une petite ville lituanienne, M^{me} Guoda Burokiené connaissait bien les défis auxquels les communautés rurales étaient confrontées, mais ce n'est qu'en 1995, après avoir terminé ses études, qu'elle commença, en travaillant avec des femmes de la campagne, à se rendre compte du potentiel que présentent les programmes de développement pour enrichir la vie des communautés rurales. Elle est convaincue que certaines initiatives de développement rural peuvent être moins bureaucratiques que les régimes d'aide typiquement gouvernementaux ou de l'UE: «Elles n'ont pas

leur pareil pour répondre aux besoins des habitants et des communautés rurales et ont le pouvoir de s'adresser directement aux personnes.»

Décrivant les retombées économiques et sociales du travail de développement rural en Lituanie, M^{me} Burokiené explique que «ces programmes ont aidé à mettre sur pied des centres communautaires qui ont, à leur tour, créé des centres sociaux et culturels. Cela est important pour les habitants des zones rurales, car, avant l'introduction des programmes de développement, ce genre de centre n'existait que dans les villes et les grandes

agglomérations. Aujourd'hui, nombreux sont les jeunes qui envisagent de rester dans le village et la ville qui les a vus grandir. De même, des entreprises commencent peu à peu à faire leur apparition dans les communes et des coopératives se sont entre-temps organisées à l'échelle communale.»

Le programme qui connaît le plus grand succès

Selon M^{me} Burokiené, Leader est, sans aucun doute, l'initiative de développement rural qui connaît le plus grand

succès. L'élément essentiel de son succès, dit-elle, c'est sa simplicité. «Il s'agissait du premier programme de ce type en Lituanie. Il a permis aux communautés d'exprimer leur vision des choses et leurs besoins et de formuler et exécuter leurs propres stratégies de développement.»

On notera avec intérêt que si l'axe Leader du programme de développement rural (PDR) constitue une partie importante de la contribution financière de l'UE au développement rural en Lituanie, ce ne sont pas juste ces fonds que M^{me} Burokiené apprécie: «Ce qui a été réellement important, c'est que les autres pays ont partagé leur expérience avec nous.» Cela a permis aux Lituanais de voir comment le développement rural permettait aux communautés locales de devenir autonomes. «J'ai été réellement impressionnée par le modèle rural de l'Irlande et, parmi les nouveaux États membres, la création de circuits touristiques par la Slovénie m'a paru particulièrement intéressante», confie-t-elle.

Si la simplicité a peut-être été la clé du succès, le succès, lui, n'est pas venu simplement. Lorsque la politique et les programmes de développement rural ont été introduits en Lituanie, les défis à surmonter étaient énormes. «Tout était difficile parce que tout était nouveau! Nous avons dû apprendre à travailler avec des organismes nationaux de paiement, des ministères et divers partenaires commerciaux, mais surtout — et c'est là le plus

difficile — il a fallu maintenir la motivation des intéressés, car, dès le départ, tout reposait sur l'engagement volontaire et c'est toujours le cas aujourd'hui.»

Toujours animée par la même ambition de promouvoir le développement rural en Lituanie, M^{me} Burokiené aspire à ce que, ces dix prochaines années, les communautés rurales soient fortes et viables et puissent compter sur une infrastructure rurale pleinement développée. «Je souhaite que les villes et les villages proposent un large éventail d'emplois afin que les jeunes puissent imaginer leur avenir dans ces communautés.» Transposant cette vision à une échelle plus large, elle estime que «le rôle du développement rural en Europe est de réduire le fossé qui existe en termes de débouchés entre les villes et les communes et villages ruraux».

Pour que cet objectif soit atteint, M^{me} Burokiené souhaite qu'une plus grande attention soit accordée au développement rural en élargissant le régime de soutien du développement rural de l'UE.

Adapter le développement rural à la périphérie occidentale de l'UE

Grâce à ses nombreux voyages, M^{me} Burokiené a pu observer, en pratique, comment fonctionne le développement rural. L'un des projets qu'elle admire le plus est celui de la ville de Kiltimagh, dans l'ouest de l'Irlande. Depuis sa création en 1988, l'entreprise locale de développement rural IRD Kiltimagh Ltd. s'efforce de développer la région au profit de l'ensemble de la communauté en participant à de nombreux projets, dont, notamment, le développement d'unités industrielles et d'espaces de bureaux, des services d'incubation et de tutorat pour entreprises, des projets de tourisme incluant la sculpture et des sentiers de randonnée, des aires de jeux pour enfants, un lieu de résidence pour artistes et un théâtre de 200 places, la rénovation de bâtiments et de sites dans la ville et la région, la fourniture de logements supplémentaires à loyer modéré et des projets de formation locaux.



Je souhaite que les villes et les villages proposent un large éventail d'emplois afin que les jeunes puissent imaginer leur avenir dans ces communautés.



Guoda Burokiené



© GUODA BUROKIENÉ





Les aspects territoriaux
du développement
d'entreprises dans les
zones rurales éloignées:
le projet TERA



Des équipes de chercheurs en Grèce, en Italie, en Lettonie, en Finlande et au Royaume-Uni ont eu recours à des techniques d'analyse modernes pour évaluer l'impact des facteurs territoriaux sur l'entreprise rurale. Leurs constatations ont permis de formuler une série de recommandations politiques.

Du fait de difficultés liées à la modélisation, le rôle des facteurs territoriaux dans le développement d'entreprises dans les zones rurales éloignées a fait à ce jour l'objet de recherches insuffisantes. Toutefois, l'émergence de modèles traitant de la concurrence imparfaite a permis d'analyser ces incidences.

Des méthodes d'analyse telles que la nouvelle géographie économique (NGE) et l'équilibre général calculable (EGC) permettent également aux chercheurs d'évaluer dans quelle mesure les politiques de développement de l'UE, actuelles ou récentes, ainsi que les programmes et projets de développement nationaux et régionaux tiennent compte de ces facteurs et la façon dont ils fonctionnent parallèlement aux politiques de soutien telles que les paiements directs dans le cadre de la politique agricole commune et les systèmes nationaux de protection sociale. Les méthodes NGE et EGC offrent l'une et l'autre des perspectives bien spécifiques.

L'équipe chargée du projet TERA a appliqué ces méthodes pour se faire une idée complète du problème et formuler des recommandations politiques adéquates. Une analyse politique a été effectuée pour les politiques de l'UE et les politiques nationales et locales pertinentes dans les pays partenaires du projet TERA. L'équipe s'est intéressée plus particulièrement à la façon dont les politiques et

les programmes tiennent compte des facteurs économiques territoriaux qui influencent le lancement et, au bout du compte, la réussite des entreprises dans les zones rurales périphériques. Il était donc important d'examiner l'ensemble des politiques et programmes de l'UE qui ont des répercussions sur les zones rurales.

L'étude TERA a permis d'identifier les types de zones rurales qui requièrent des mesures de développement ciblées. Elle a également précisé les facteurs territoriaux qui n'ont jusque-là pas été dûment pris en compte au moment de la planification, de l'adoption et de la mise en œuvre de politiques de développement nationales ou européennes. Les fonds territoriaux qui ciblent aussi bien les zones urbaines que les zones rurales, tels que le Fonds structurel, en sont un bon exemple. Les responsables de l'étude ont montré que ces deux zones «réagissent de manière très différente aux stimulations externes».

L'étude TERA a également souligné combien il importe de développer l'infrastructure pour stimuler la croissance dans les zones rurales. Les chercheurs ont toutefois conclu que les Fonds structurels sont essentiellement dirigés vers le secteur public et la mise à disposition d'infrastructures qui améliorent l'environnement économique général. L'équipe de chercheurs a, par ailleurs, constaté que, dans certains cas, les programmes

de développement n'ont pas suffisamment tenu compte des facteurs territoriaux et que les fonds disponibles n'ont pas été exploités au maximum de leurs possibilités.

En résumé, les chercheurs ont conclu que l'abaissement des prix relatifs et la réduction des aides agricoles n'ont pas un impact aussi fort que prévu sur le développement rural. Ils ont également constaté que la croissance de la population et l'intégration plus large ne sont pas toujours positives. La migration vers les zones rurales éloignées ne contribue au développement que si la zone concernée est de la même taille que les zones urbaines adjacentes. D'autres observations clés concernaient les relations entre les zones. Un plus gros volume d'échanges ne promeut la croissance que si une zone rurale a le potentiel pour devenir plus compétitive.

L'intégration plus poussée varie toutefois considérablement entre les secteurs et, afin de «maximiser la rentabilité des investissements publics, il serait souhaitable de promouvoir des politiques d'intégration spécifiques à chaque secteur», ont conclu les chercheurs. Dans les zones à faible compétitivité structurelle, le meilleur moyen de promouvoir l'intégration économique passe par l'innovation et la recherche. L'étude a, par ailleurs, souligné qu'il est important d'investir dans la formation, le savoir-faire technologique et les compétences dans les zones éloignées.

Recommandations politiques

Les responsables de l'étude ont formulé des recommandations politiques concernant l'offre de main-d'œuvre, l'agriculture, le commerce régional, le transport et l'infrastructure, le tourisme et l'harmonisation des politiques. Ils sont parvenus, en particulier, à un accord sur les points suivants:

- il est essentiel de créer des emplois, en particulier des emplois qualifiés, pour gommer les différences au niveau du bien-être entre la ville et la campagne et pour stabiliser des populations et le solde migratoire;
- la structure agricole actuelle ne devrait pas être à l'abri des critiques et il conviendrait d'apprécier les nouveaux éléments entrant dans le développement des économies rurales tels que l'agriculture spécialisée à petite échelle ou l'activité agricole de loisirs⁽¹⁾ et l'agriculture sous contrat⁽²⁾ afin de déterminer leur contribution potentielle aux revenus locaux et à l'environnement;

- l'intégration commerciale avec des partenaires commerciaux régionaux pourrait jouer un rôle important dans le renforcement de l'économie d'une zone rurale. Les problèmes structurels de compétitivité tels que les coûts élevés de l'intermédiation financière et la longueur du circuit d'approvisionnement posent cependant problème;
- le transport et l'infrastructure commerciale sont un facteur important pour retenir la population et élargir le nombre d'entreprises et d'emplois. Il convient donc d'accorder plus d'importance à la conception et à la mise en œuvre de la politique territoriale, en termes principalement d'aménagement du territoire et d'utilisation des sols;
- les zones rurales ont un potentiel de développement du tourisme, des loisirs et des sports, mais ce potentiel n'est pas exploité, en raison essentiellement de la faible qualité des services et de l'infrastructure de transport. Il conviendrait de mieux mettre l'accent sur le développement du tourisme rural;

- l'élaboration et la mise en œuvre des politiques et des programmes doivent être encore renforcées au moyen d'une approche ascendante.

Le projet a été clôturé à la fin de 2008 et, selon le D^r Demetris Psaltopoulos, professeur associé au département d'économie de l'université de Patras, les résultats de l'étude ont été «pris en compte trop tardivement dans le processus d'élaboration des politiques spécifique à la période de programmation de 2007-2013». Ils pourraient néanmoins influencer l'élaboration des mesures politiques pour la période postérieure à 2013.

De plus amples informations sur le projet TERA peuvent être obtenues à l'adresse: http://cordis.europa.eu/search/index.cfm?fuseaction=proj.document&PJ_LANG=FR&PJ_RCN=7980915&pid=7&q=38206EC08071DA8E36503AD2FF500FDB&type=sim

(1) Une «ferme de loisirs» peut se définir comme étant une petite exploitation agricole dont l'objet principal n'est pas la production de revenus. L'exploitant peut réserver des terres à des fins de loisirs ou pour la culture de certains produits destinés à sa propre consommation ou à celle de sa famille.

(2) L'«agriculture sous contrat» désigne une production agricole qui est exécutée sur la base d'un contrat passé entre un acheteur et des agriculteurs dans lequel sont stipulées les conditions de production et de commercialisation d'un produit ou de produits agricoles.





Développer les compétences entrepreneuriales des agriculteurs européens: le projet ESOF

Financé par le sixième programme-cadre de l'UE (domaine prioritaire n° 5: qualité et sécurité alimentaires), le projet ESOF a formulé des recommandations pour stimuler le développement des «compétences entrepreneuriales des agriculteurs» et a élaboré une méthode d'apprentissage électronique permettant aux agriculteurs d'évaluer leurs points forts et leurs points faibles en termes d'entrepreneuriat.

Le projet ESOF (2005-2008) a été conduit par l'institut de recherche en agriculture biologique suisse FIBL (Forschungsinstitut für biologischen Landbau), en partenariat avec des universités et des instituts de recherche établis en Finlande, en Italie, aux Pays-Bas, en Pologne et au Royaume-Uni.

S'il semble évident, aux yeux de beaucoup, que la garantie d'un développement rural durable passe par l'amélioration des compétences entrepreneuriales en

agriculture, le monde universitaire et le monde agricole sont divisés sur la définition à donner à ces «compétences entrepreneuriales», ce qui explique que les méthodes et les approches utilisées varient.

La première étape du projet, qui s'est déroulée en quatre temps, a donc été consacrée à un examen de la littérature relative à l'esprit d'entreprise dans l'agriculture afin de trouver une définition analytique et une description des

concepts d'«esprit d'entreprise» et de «compétences entrepreneuriales pour l'agriculture». Les agriculteurs ont été répartis en plusieurs catégories dans le but d'analyser les lacunes dans leurs compétences principales, ainsi que les compétences et l'aide dont ils ont besoin pour développer leurs qualités entrepreneuriales (voir encadré en page suivante).

Quelles compétences entrepreneuriales les agriculteurs doivent-ils avoir?

Selon l'équipe du projet ESOF, les agriculteurs qui exploitent leur propre entreprise doivent posséder trois compétences interconnectées:

1. la capacité de travailler en réseau (la capacité d'utiliser les contacts pour développer des idées commerciales);
2. la capacité de repérer les opportunités (peu de personnes sont capables de repérer des opportunités sans devoir faire des recherches; d'où l'importance du travail en réseau);
3. la capacité de planifier stratégiquement (comprendre la valeur d'un produit, que ce soit «au sein de l'exploitation» ou «en dehors de l'exploitation», c'est-à-dire aussi bien la valeur d'un mouton ou d'une vache que la valeur d'un terrain qui pourrait être consacré à une autre activité, par exemple).

Comme le souligne le Pr Gerard McElwee de l'université de Lincoln (Royaume-Uni), «les personnes qui réussissent ce qu'elles entreprennent sont celles qui sont en mesure de combiner les deux premières compétences mentionnées avec une stratégie: il s'agit donc de comprendre la nature du marché, le prix du produit et les concurrents.»

De la théorie à la pratique

La deuxième étape du projet était une phase pilote au cours de laquelle une vingtaine d'entretiens menés par des experts dans chacun des six pays participants ont mis en évidence l'importance de l'esprit d'entreprise pour l'agriculture. L'objectif était d'identifier et de faire le relevé des compétences entrepreneuriales dans différents pays, différentes régions et différentes stratégies agricoles en partant de la perspective de l'agriculteur et de celle d'autres groupes appartenant au réseau sociotechnique de l'agriculture (par exemple, entreprises de transformation alimentaire).

La phase pilote s'est clôturée par l'établissement d'une liste générale de compétences que les agriculteurs doivent avoir pour réussir dans ce secteur et d'une liste de compétences entrepreneuriales spécifiques dont ils auront besoin pour s'adapter aux événements qui influent sur l'agriculture tels que la mondialisation du marché, les changements politiques dans l'UE (réforme de la politique agricole commune) et au niveau national, les changements sur le plan des besoins des consommateurs et de la chaîne alimentaire et le changement climatique.

La première phase a permis de dégager trois grandes orientations stratégiques

que les exploitations agricoles suivent pour relever ces défis: réduction des coûts et agrandissement, augmentation de la valeur des produits agricoles et diversification dans des produits non alimentaires.

Selon le Dr Christine Rudmann du FIBL, «les compétences entrepreneuriales sont en réalité des ensembles de compétences. La catégorie des compétences en matière de mise en réseau, par exemple, comprend des compétences en communication, des compétences au niveau du travail en équipe et des compétences en coopération. Les compétences relatives au travail en réseau et à l'établissement de stratégies permettent, en outre, de repérer les opportunités d'affaires et de les concrétiser. Les compétences entrepreneuriales sont donc intrinsèquement liées et dépendantes entre elles».

Les résultats de la phase pilote ont ensuite été intégrés dans la troisième phase (principale) du projet: l'identification et l'analyse de facteurs entravant et stimulant le développement de compétences entrepreneuriales.

Afin d'évaluer ces facteurs, une région a été sélectionnée dans chaque pays partenaire pour faire l'objet d'une étude de cas. L'approche basée sur l'étude de



cas a été choisie de façon à permettre à la fois une analyse approfondie et à initier un changement dans la manière dont les agriculteurs perçoivent l'importance de l'esprit d'entreprise et des compétences entrepreneuriales. Les agriculteurs qui ont participé représentaient chacune des trois orientations stratégiques identifiées durant la phase pilote.

Stratégies pour l'esprit d'entreprise

Enfin, au cours de la quatrième phase, les résultats analytiques et empiriques du projet ont été reliés entre eux de façon à produire des recommandations concrètes et des techniques pour promouvoir les compétences entrepreneuriales. Les résultats ont été discutés et les recommandations ont été élaborées lors d'ateliers réunissant les parties prenantes, organisés à l'échelle nationale, et d'un séminaire international, tenu à Bruxelles en 2007.

L'ESOF a formulé des recommandations essentielles dans les domaines suivants: surmonter les influences sociales et culturelles négatives et accroître la motivation des agriculteurs à tirer profit des possibilités d'apprentissage; mieux sensibiliser les agriculteurs à l'importance des compétences

entrepreneuriales; créer un système de connaissances optimal afin d'améliorer les compétences entrepreneuriales des agriculteurs; appliquer le règlement sur le développement rural et la PAC en général afin de stimuler le développement de compétences entrepreneuriales; attirer l'attention sur l'importance des réseaux et des groupements dans l'environnement agricole pour soutenir le développement des compétences entrepreneuriales chez les agriculteurs. «Les réseaux et les contacts (en particulier au-delà de la communauté agricole) sont essentiels afin de pouvoir trouver les informations nécessaires et d'être confrontés à différentes perspectives», explique le D^r Rudmann.

Le projet a également abouti à la conclusion importante selon laquelle le développement des compétences entrepreneuriales est un processus d'apprentissage. «L'apprentissage [est] associé davantage à l'apprentissage par l'expérience, c'est-à-dire en pratiquant et en tirant les leçons des erreurs commises, qu'à l'apprentissage via l'enseignement officiel», souligne le D^r Rudmann. Cette constatation a conduit l'équipe du projet ESOF à mettre au point un outil d'apprentissage électronique basé sur le web, appelé «Foxy Farm Entrepreneur» (voir encadré ci-contre), qui doit aider les agriculteurs.

L'apprentissage électronique avec Foxy Farm Entrepreneur

Cet outil d'apprentissage électronique, accessible via l'internet (<http://etraining.esoagriculteurs.org>), permet aux agriculteurs de réfléchir à l'esprit d'entreprise, d'évaluer leurs compétences entrepreneuriales et de comparer les résultats avec les (775) autres agriculteurs européens. Il peut aussi être utilisé par les enseignants et les formateurs dans le but d'évaluer les agriculteurs et de les conseiller sur la façon de devenir plus entrepreneurs.

La formation comprend trois modules. Le premier est une autoévaluation; le deuxième est une formation pratique amenant les agriculteurs à réfléchir comme des chefs d'entreprise dans différentes situations agricoles, et le troisième est une répétition de la première autoévaluation qui permet de voir si la session d'apprentissage électronique a influencé la capacité à développer les compétences entrepreneuriales.

Liens utiles

De plus amples informations sur le projet ESOF peuvent être obtenues à l'adresse:
<http://www.esofarmers.org>



« Les compétences entrepreneuriales ont un rôle à jouer pour promouvoir l'indépendance relative des agriculteurs [...]. Lorsque les compétences entrepreneuriales sont reliées à l'innovation, au capital social et à la productivité, elles contribuent au développement rural et régional et à la compétitivité d'une région. »

D^r Christine Rudmann

Points de vue
concernant l'esprit
d'entreprise
en milieu rural



La mauvaise conjoncture impose aux entrepreneurs ruraux des défis difficiles à relever. Le soutien doit donc être soigneusement planifié et ciblé.

Les temps sont durs actuellement, car l'Europe s'efforce de sortir de la crise économique et financière. Cette constatation s'applique à tous les entrepreneurs, mais surtout et avant tout aux entrepreneurs en milieu rural, qui doivent faire face à des obstacles supplémentaires, faisant peser sur leurs épaules des charges supérieures à celles auxquelles on peut s'attendre dans les zones urbaines.

Pour les jeunes entrepreneurs ruraux, la situation est même parfois encore plus difficile. Ainsi, d'après le Conseil européen des jeunes agriculteurs (CEJA), il semble que le nombre d'agriculteurs âgés de moins de 35 ans ait déjà commencé à diminuer avant la récente crise économique. Dans les quinze pays qui étaient membres de l'UE avant 2004, l'effectif global des agriculteurs a chuté de 9 % entre 2000 et 2007, mais cette chute a atteint 42 %

dans la tranche d'âge des jeunes agriculteurs. Dans les douze pays qui ont adhéré à l'UE à partir de 2004, les chiffres correspondants pour la période de 2003 à 2007 étaient respectivement de 13 et 36 %. La crise n'a fait qu'exacerber le problème.

Plusieurs raisons expliquent la diminution plus rapide du nombre des jeunes agriculteurs, notamment le désir des jeunes issus d'un milieu agricole de choisir une autre filière que l'agriculture. Le problème fondamental réside toutefois dans les obstacles majeurs auxquels se heurtent les jeunes désireux de faire une carrière agricole.

Selon le président du CEJA, Joris Baecke, les trois principaux obstacles sont l'accès à la terre, l'accès au crédit et le faible niveau du retour sur investissement auquel peuvent prétendre ceux qui soutiennent les activités agricoles. Ces problèmes sont

identiques dans toute l'Europe, souligne M. Baecke.

En ce qui concerne le prix de la terre, cette observation est confirmée par les données d'Eurostat (1), l'office statistique de l'UE. Dans certains pays, le prix de la terre a enregistré une augmentation spectaculaire. Au Danemark, les prix ont augmenté de 38 % entre 2005 et 2009; en République tchèque, le pourcentage d'accroissement a été presque le même. Aux Pays-Bas, l'un des pays du continent européen où le prix de la terre est le plus élevé, l'augmentation a été de 56 %. D'autres pays ont enregistré des hausses certes moins fortes, mais des hausses tout de même: + 12 % en Suède et + 8 % en Espagne. Malheureusement, «ceux qui démarrent sont aussi ceux qui ont le moins de ressources» à investir dans l'achat de terres, explique M. Baecke. «Les bonnes terres agricoles sont rares.»

(1) http://appsso.eurostat.ec.europa.eu/nui/show.do?dataset=apri_ap_aland&lang=en

Selon M. Baecke, face aux frais d'entrée en rapide augmentation, il convient de prendre d'autres mesures pour aider les entrepreneurs agricoles à mettre le pied à l'étrier. L'accès au crédit est crucial et les bailleurs de fonds doivent comprendre que les investissements dans des activités agricoles ne sont productifs qu'à long terme compte tenu des coûts élevés des intrants, notamment du matériel. «Les ressources naturelles sont également rares; quant aux engrais, par exemple, ils sont relativement coûteux», souligne-t-il.

M. Baecke estime que, lorsqu'ils décident de soutenir de jeunes agriculteurs, les investisseurs devraient également prendre en compte les retombées sur la société dans son ensemble. De leur côté, les législateurs devraient mettre en place de nouveaux systèmes pour reconnaître cette réalité et soutenir les décisions d'investissement. «Il est essentiel, dit-il, d'encourager les entrepreneurs et de les aider à faire le premier pas. Si nous ne voulons pas être dépendants [des importations] pour les denrées alimentaires, il est essentiel que nous accordions la priorité à ce secteur. Les exploitations agricoles sont l'un des piliers les plus importants de la vie rurale.»

Il fait valoir qu'il est essentiel que les jeunes agriculteurs qui reprennent des exploitations agricoles disposent d'une marge de manœuvre pour moderniser et améliorer leur acquisition, ce qui renforce encore la nécessité de pouvoir accéder au crédit. «Si un entrepreneur rural souhaite demander un crédit, il est évalué essentiellement sur la base d'un plan d'affaires et de ses ressources propres. Si le plan d'affaires ne pose généralement pas de problème, les ressources propres font, elles, souvent défaut, en particulier depuis la crise financière.»

M. Baecke ajoute que les fonds de l'UE pour le développement rural pourraient aider à surmonter ces obstacles en octroyant davantage de fonds spécifiquement aux jeunes agriculteurs. Actuellement, la politique agricole commune soutient directement les agriculteurs de moins de 40 ans par la mesure 112 («Installation de jeunes agriculteurs») de son deuxième pilier. Celle-ci aide les jeunes agriculteurs en mettant à leur disposition des fonds destinés à «l'installation et l'adaptation

structurelle de leur exploitation une fois celle-ci établie», mais seuls 3 % des fonds de l'UE pour le développement rural sont affectés à de telles dépenses. M. Baecke estime que ce pourcentage devrait être augmenté, en particulier eu égard à l'émergence de nouveaux défis en ce qui concerne l'approvisionnement alimentaire de l'Europe et le changement climatique.

Vaincre la crise

Tous les entrepreneurs ruraux ne sont certes pas des exploitants agricoles, mais ceux qui sont issus d'autres secteurs sont confrontés à des défis similaires. Donald MacKenzie, Business Gateway Manager auprès de Highland Opportunity, qui utilise les fonds de l'UE pour le développement rural pour fournir une assistance aux entrepreneurs en Haute Écosse, la partie la plus septentrionale et la moins densément peuplée du Royaume-Uni, reconnaît qu'au lendemain de la crise économique, les

entrepreneurs ruraux font face à des difficultés particulières.

«Les zones rurales des Highlands, en Écosse, ont été pendant longtemps un gisement d'entrepreneurs. Toutefois, le climat économique actuel particulièrement difficile, conjugué à l'isolement de la région et à sa faible densité de population, a contribué à rendre la vie des petites exploitations exceptionnellement difficile», convient-il.

Les hausses des coûts et les mesures mises en place en vue d'accroître les recettes publiques ont tendance à toucher les entrepreneurs ruraux beaucoup plus durement que leurs homologues urbains. Le carburant, par exemple, risque de peser plus lourd dans les coûts supportés par les entrepreneurs ruraux, qui doivent parcourir de plus grandes distances pour transporter leurs produits ou leurs biens.

L'augmentation du coût du carburant «a été pour nous ici, dans le Nord, un



choc particulièrement violent», souligne M. MacKenzie. Il cite le cas d'un producteur de sauces au curry établi dans la ville de Bonar Bridge, dans les Highlands, qui a vu exploser le coût du transport des ingrédients ainsi que des bouteilles et des pots, en provenance de centres urbains situés dans le sud de l'Écosse, au point d'en devenir exorbitant.

En outre, des facteurs particuliers spécifiques au Royaume-Uni ont, par ailleurs, eu un impact, qui s'explique par les tentatives du gouvernement britannique pour réduire son endettement. «Le relèvement de la TVA à 20 % a porté préjudice à un secteur du détail [rural] déjà fragile, tandis que la contraction du secteur public réduit les possibilités qui s'offrent aux entreprises du secteur des services de remporter des marchés», ajoute M. MacKenzie.

Obstacles cachés

La crise dissimule toutefois l'existence de problèmes sous-jacents qui peuvent

pénaliser les entrepreneurs ruraux. M. MacKenzie partage l'avis de M. Joris Baecke, le président du CEJA, selon lequel le manque de capitaux est un obstacle permanent pour les nouvelles entreprises. Il est également convaincu que la complexité des régimes d'aide peut décourager les entrepreneurs de demander des fonds pourtant disponibles. Au niveau de l'UE, «les décisions politiques» en faveur des entrepreneurs ruraux sont suffisantes, mais «celles-ci ne se traduisent pas toujours par des plans opérationnels efficaces dans les États membres», ajoute-t-il.

Des problèmes tels que le manque de clarté des procédures de demande d'aide de l'UE et la longueur du processus décisionnel sont d'autres obstacles au développement, selon les entrepreneurs avec lesquels M. MacKenzie travaille. La plus grande amélioration à apporter au système d'aide aux entrepreneurs ruraux «consisterait à simplifier l'accès aux fonds de l'UE pour ceux qui

en ont le plus besoin», ajoute-t-il, faisant remarquer qu'en Écosse, «il semble que ce soit l'approche Leader qui permette de toucher de manière plus efficace les petites communes qui ont le plus besoin d'aide».

Malgré les difficultés, les entreprises rurales ont de bonnes raisons de rester positives. Comme le fait remarquer M. MacKenzie, la créativité et la flexibilité sont des facteurs essentiels, certains entrepreneurs ruraux exploitant deux ou trois microentreprises simultanément afin de gagner leur vie. «Dans les zones rurales, avoir des qualités d'entrepreneur est une nécessité», confie-t-il.

Citons, à titre d'exemple de petite entreprise innovante dans la partie rurale de l'Écosse, l'entreprise Kiltonger, installée dans la ville de Grantown-on-Spey dans le parc national de Cairngorms, au nord du pays. Kiltonger conçoit et fabrique des «cintres pour kilts», standards et personnalisés. Comme le souligne la société,



le cintre est conçu de telle sorte que «le repassage des kilts chiffonnés appartient désormais au passé». Le concept est particulièrement utile pour les sociétés de location de kilts, qui doivent les stocker en grandes quantités.

La créativité d'abord

Michael Schwab, président de l'organisation Rural Youth Europe, convient que les entrepreneurs ruraux sont porteurs de nombreuses bonnes idées, malgré les conditions difficiles dans lesquelles ils travaillent. En 2010, Rural Youth Europe a organisé un rallye européen en Suède sur le thème de la promotion de l'entrepreneuriat dans les communes rurales. Les 60 jeunes entrepreneurs qui ont participé à l'événement «ont visité de nombreuses petites et moyennes entreprises locales et les ont aidées à élaborer de nouvelles idées et de nouveaux plans d'affaires. Lors d'un atelier en espace ouvert, les participants ont eu la possibilité d'échanger leurs expériences de l'entrepreneuriat rural», explique M. Schwab.

L'événement avait pour principal objectif de donner aux entrepreneurs potentiels la confiance nécessaire pour mettre leurs projets à exécution et de leur montrer qu'un réseau de soutien est à leur disposition. L'échange de bonnes pratiques est conçu «à la fois pour les jeunes travailleurs et pour les organisations qui encouragent l'esprit d'entreprise, de même que pour les jeunes entrepreneurs eux-mêmes, et doit leur offrir la possibilité de s'informer sur les solutions imaginées dans d'autres pays», ajoute M. Schwab.

M. Schwab renvoie également aux réserves formulées sur le fait que la bureaucratie pourrait avoir pour effet de limiter la créativité des entrepreneurs ruraux. Il souligne qu'il existe, «dans certains pays, des barrières administratives élevées qui empêchent de nombreux jeunes de créer leur propre entreprise. Nos membres estoniens nous ont indiqué que dans leur pays, il suffit d'une demi-heure environ pour s'acquitter des tâches administratives nécessaires à l'établissement d'une entreprise, alors qu'en Allemagne, par

exemple, l'effort est nettement plus considérable et se compte plutôt en jours, voire en semaines».

«Les aides au développement rural pourraient être simplifiées, dit-il. L'approche intégrée du développement rural et des initiatives telles que Leader empêchent parfois les jeunes entrepreneurs de demander des fonds parce qu'ils pensent que la participation à ces projets prendrait trop de temps.» Les législateurs ont de multiples moyens d'agir pour cibler davantage l'aide vers les entrepreneurs ruraux en mettant à leur disposition, en temps utile, des mécanismes de soutien efficaces, qui encouragent plutôt qu'ils ne découragent l'esprit d'entreprise en milieu rural. Les priorités que la Commission européenne s'est fixées en matière de réduction des charges administratives⁽²⁾, en s'engageant à simplifier les tâches administratives et à encourager des régimes d'investissement moins complexes, sont un pas dans la bonne direction.

(2) Voir, par exemple, le mandat donné au groupe à haut niveau de parties prenantes indépendantes sur les charges administratives, présidé par l'ancien ministre-président de Bavière, Edmund Stoiber, http://ec.europa.eu/enterprise/policies/smart-regulation/administrative-burdens/index_fr.htm



© TIM HUDSON

Les volumes précédents de la *Revue rurale de l'UE*
sont toujours disponibles sur EU Bookshop: <http://bookshop.europa.eu>



K3-AJ-09-001-FR-C



K3-AJ-09-002-FR-C



K3-AJ-09-003-FR-C



K3-AJ-10-004-FR-C



K3-AJ-10-005-FR-C



K3-AJ-10-006-FR-C



K3-AJ-11-007-FR-C



K3-AJ-11-008-FR-C



K3-AJ-11-009-FR-C

online



Le réseau européen de développement rural EN LIGNE

<http://enrd.ec.europa.eu>



Office des publications

ISSN 1831-5348



9 771831 534002